

# ALGÉRIE



# RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Maintenir le cap  
de la transition

Automne 2022



**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Moyen-Orient et Afrique du Nord



# Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Maintenir le cap de la transition

Automne 2022



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

### **Droits et autorisations**

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Photos de couverture utilisées avec la permission de hamdi bendali/Shutterstock.com (haut), BkhStudio/Shutterstock.com (centre gauche), mehdi33300/Shutterstock.com (centre droite), et Leonid Andronov/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

# TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes .....	v
Remerciements.....	vii
Résumé analytique .....	ix
Executive Summary.....	xi
ملخص تنفيذي .....	xiii
<b>Chapitre 1: Développements économiques récents .....</b>	<b>1</b>
La croissance de l'activité hors-hydrocarbures s'est accélérée au T1-2022.....	1
Par ailleurs, les offres d'emploi augmentent modérément au T2-2022.....	2
La production d'hydrocarbures s'est stabilisée.....	4
Cependant, la hausse des prix à l'exportation propulse les recettes.....	5
Ainsi, l'embellie des comptes externes de l'Algérie se poursuit .....	6
Le bond des recettes des hydrocarbures finance partiellement un sursaut des dépenses publiques .....	9
La liquidité continue de croître, sans reprise marquée du crédit au secteur privé .....	10
La hausse des prix se poursuit, générant une forte réponse des autorités.....	12
<b>Chapitre 2: Perspectives et risques .....</b>	<b>15</b>
Les prix élevés des hydrocarbures continuent d'offrir un répit relatif à l'économie algérienne.....	15
Dans un contexte global incertain, l'amélioration de la résilience demeure prioritaire .....	17
<b>Annexe 1 : Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne .....</b>	<b>21</b>
<b>Annexe 2: Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie.....</b>	<b>27</b>
<b>Annexe 3 : Sections spéciales des Notes de suivi de l'économie algérienne .....</b>	<b>29</b>
Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? » .....	29
Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie » .....	29
Automne 2021 : « Evolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie ».....	29
Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle ».....	30
Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie ».....	30
Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien » .....	30
<b>Bibliographie.....</b>	<b>31</b>

## Liste des figures

Figure 1	La croissance du PIB a décéléré au T1-2022.....	2
Figure 2	...malgré l'accélération de la croissance du PIB hors-hydrocarbures .....	2
Figure 3	Les données d'éclairage nocturne permettent de modéliser l'activité économique... ..	3
Figure 4	...et d'anticiper leur trajectoire avec un délai minimal.....	4
Figure 5	Le nombre d'offres d'emploi a légèrement augmenté au S1-2022.....	4
Figure 6	Le nombre d'inscrits à l'ANEM continue d'augmenter rapidement .....	4
Figure 7	La production pétrolière a retrouvé son niveau prépandémie... ..	5
Figure 8	...tandis que le secteur gazier a connu un ralentissement après le pic de 2021 .....	6
Figure 9	La baisse des prix du pétrole au T3 est modérée par la hausse retardée de ceux du gaz .....	6
Figure 10	...et les recettes d'exportations d'hydrocarbures culminent.....	7
Figure 11	Les surplus du compte courant renfluent les réserves de change.....	7
Figure 12	...et les mouvements de taux de change et de prix ont amélioré les termes de l'échange.....	8
Figure 13	La hausse des prix à l'importation reste compensée par la baisse des volumes... ..	8
Figure 14	...la facture d'importation étant tirée par le prix des produits alimentaires et manufacturés....	9
Figure 15	Les recettes des hydrocarbures financent une hausse procyclique des dépenses publiques ...	11
Figure 16	...élevée relativement à celle des pays exportateurs d'hydrocarbures de la région .....	11
Figure 17	La dette publique domestique dépasse le seuil de 60% du PIB.....	11
Figure 18	...après un bond de l'endettement domestique dans le cadre du PSR .....	11
Figure 19	La liquidité croissante a été canalisée vers le Trésor, sans reprise du crédit au secteur privé...	12
Figure 20	...tandis que l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé.....	12
Figure 21	Multiplicateurs de la dépense publique après 3 ans, angle demande.....	19
Figure 22	Multiplicateurs de la dépense publique après trois ans, angle production.....	19
Figure 23	Éclairage nocturne en Algérie.....	21
Figure 24	Modélisation de la production de pétrole brut par l'éclairage nocturne .....	23
Figure 25	Modélisation de la production de gaz naturel par l'éclairage nocturne.....	24
Figure 26	Modélisation du PIB hors-hydrocarbures par l'éclairage nocturne.....	25

## Liste des tableaux

Tableau 1	Mesures de soutien aux ménages décidées en 2022 .....	13
-----------	---	----

## Liste des encadrés

Encadré 1	Les données d'éclairage nocturne complètent les statistiques publiques d'activité économique .....	3
Encadré 2	La loi de finances complémentaire pour 2022.....	10
Encadré 3	Une nouvelle loi sur l'investissement pour améliorer le climat d'investissement.....	16
Encadré 4	Les multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie.....	19

# LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence d'information sur l'énergie	JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations
ANEM	Agence nationale de l'emploi	Kb/j	Milliers de barils par jour
APN	Assemblée Populaire Nationale	Mb/j	Millions de barils par jour
BdA	Banque d'Algérie	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
BM	Banque mondiale	Mtep	Million de tonnes équivalent pétrole
BTU	Unité thermique britannique	OAIC	Office Algérien Interprofessionnel des Céréales
CAS	Comptes d'Affectation Spéciale	OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
DZD	Dinar algérien	ONS	Office national des statistiques
EPE	Entreprises publiques économiques	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
EUR	Euro	PIB	Produit intérieur brut
EPT	Espace de programmation territorial	pp	Points de pourcentage
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	PRCEP	Programme de rachat des créances des entreprises publiques
FMI	Fonds Monétaire International	PSR	Programme spécial de refinancement
FRR	Fonds de régulation des recettes	TCEN	Taux de change effectif nominal
g.a.	Glissement annuel	TCER	Taux de change effectif réel
g.t.	Glissement trimestriel	TTF	Facilité de transfert de titres
GNL	Gaz naturel liquéfié	USD	Dollar des États-Unis
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié		
IPC	Indice des prix à la consommation		
IPP	Indices des prix à la production		
ISMMEE	Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques		





# REMERCIEMENTS

**L**e présent rapport de suivi de la situation de l'économie algérienne rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes. Il les replace dans un contexte global et de plus long terme, et il évalue les conséquences de ces évolutions et changements de politiques pour les perspectives de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur l'Algérie. Le rapport est divisé en deux chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques en Algérie sur les neuf premiers mois de 2022. Le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne. **La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 31 octobre 2022.**

Le rapport de suivi de l'économie pour l'Algérie est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été

préparé par Cyril Desponts, Amel Henider et Simon Ray, avec une contribution d'Eloise Obadia, sous la direction d'Éric le Borgne et d'Abdoulaye Sy. Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (directeur pays pour le Maghreb et Malte) et Kamel Braham (représentant résident pour l'Algérie) pour leurs précieuses observations durant la révision de ce rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie particulièrement le Ministère des Finances de l'Algérie pour ses commentaires sur le rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays que celui-ci représente. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de la présente publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>. Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez prendre contact avec Cyril Desponts ([cdesponts@worldbank.org](mailto:cdesponts@worldbank.org)) et Éric le Borgne ([eleborgne@worldbank.org](mailto:eleborgne@worldbank.org)).



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**L**a reprise s'est poursuivie au premier semestre 2022, soutenue par l'activité hors-hydrocarbures et la production pétrolière. La croissance du PIB hors-hydrocarbures s'est accélérée au T1-2022, portée par une reprise continue du secteur des services et par un redressement partiel de l'activité agricole, tandis que les données proxy de l'activité économique telles que l'éclairage nocturne et les offres d'emplois suggèrent une poursuite de la reprise au T2. La reprise au S1-2022 a également été soutenue par le retour de la production pétrolière à son niveau prépandémie, contrastant avec une baisse modérée de la production gazière. L'inflation est cependant demeurée élevée, entraînée par sa composante alimentaire. Les autorités ont donc continué de mettre en œuvre des mesures de protection du pouvoir d'achat, principalement à travers une hausse des salaires dans le secteur public, une mise en œuvre d'un transfert pour les primo-demandeurs d'emploi et un renforcement des mécanismes de subvention aux produits alimentaires de base.

**Le maintien à un niveau élevé des prix mondiaux des hydrocarbures a prolongé l'embellie des équilibres extérieurs.** En juin 2022, le prix moyen à l'exportation des hydrocarbures algériens avait augmenté de 70% en glissement annuel et les recettes d'exportations de biens atteignaient ainsi un montant de USD 28,4 milliards au S1-2022, également tirées par une hausse notable des exportations hors-hydrocarbures. Par ailleurs, la reprise des importations a été ralentie par le rebond modéré de la demande nationale et par les mesures de réduction

des importations, contrebalançant la hausse des prix. Ces dynamiques ont ainsi généré des surplus du compte courant au S1-2022, inversant la tendance baissière des réserves de change. Le dinar a également commencé à s'apprécier vis-à-vis du dollar EU à l'été 2022, et l'appréciation plus rapide vis-à-vis de l'Euro a amélioré les termes de l'échange.

**Le déficit budgétaire devrait se résorber modérément en 2022, la forte augmentation des dépenses publiques compensant majoritairement la hausse des recettes.** Malgré la forte hausse anticipée des recettes budgétaires issues des hydrocarbures en 2022, la Loi de Finances Complémentaire pour 2022 suggère une hausse massive des dépenses publiques afin de financer principalement la croissance de la masse salariale, les transferts aux primo-demandeurs d'emploi et la politique de stabilisation des prix alimentaires. L'endettement public a ainsi continué d'augmenter rapidement au S1-2022, emmené par un emprunt à bas coût auprès des banques publiques dans le cadre du programme spécial de refinancement. Ainsi, la forte hausse de liquidité observée au S1-2022 a été canalisée vers l'État, le crédit au secteur privé ne connaissant qu'une reprise modérée. Le déficit du solde global du Trésor devrait atteindre 5,7% du PIB en 2022 et la dette publique, 54% du PIB.

**La reprise économique devrait se poursuivre en 2023, soutenue par le secteur hors-hydrocarbures et par la croissance des dépenses publiques.** La croissance du PIB du secteur des hydrocarbures (+0,5%), de même que l'effet de la reprise graduelle

continue dans le secteur des services et de l'agriculture sur la croissance du PIB hors-hydrocarbures (+3,1%), devraient soutenir la croissance (+2,3%). La reprise de l'investissement, tirée par le secteur public et par celui des hydrocarbures, devrait être plus marquée que celle de la consommation privée. Les recettes d'exportation devraient se maintenir à un niveau élevé, générant un surplus du compte courant malgré une reprise modérée des importations. Les recettes élevées des hydrocarbures seraient cependant surcompensées dans le budget par la hausse des dépenses publiques. À moyen terme, une baisse des prix et des volumes d'exportation des hydrocarbures entraînerait une détérioration graduelle des équilibres budgétaires et extérieurs.

**Les principaux risques associés aux perspectives macroéconomiques émanent des**

**fluctuations sur le marché des hydrocarbures, renforçant l'importance de l'effort de réforme structurel en cours.** Si l'amélioration durable des équilibres extérieurs contribue à la résilience de l'économie, un redressement limité des équilibres budgétaires renforcerait leur sensibilité aux prix des hydrocarbures, dans un contexte d'incertitude autour de la dynamique de l'économie mondiale. L'inflation élevée demeure également un sujet de préoccupation malgré la modération des prix à l'importation, renforçant la nécessité d'une politique de dépense publique et de financement du déficit prudente. En outre, la poursuite de la mise en œuvre de réformes devant permettre au secteur privé de devenir le moteur d'une croissance soutenable et d'améliorer durablement le cadre macroéconomique demeure essentielle à l'essor et à la stabilité de l'économie algérienne.



# EXECUTIVE SUMMARY

**T**he recovery continued in the first semester of 2022, supported by nonhydrocarbon activity and crude oil production. Nonhydrocarbon GDP accelerated in Q1-2022, supported by a continued recovery of the service sector and a partial recovery of agricultural activity, while economic activity proxy data, such as nighttime lighting and employment opportunities, suggest that the recovery extended into Q2. The recovery in S1-2022 was also supported by crude oil production's return to its pre-pandemic level, in contrast to a moderate decrease in natural gas production. Inflation remained high, however, led by its food component. The authorities thus continued to implement measures to protect purchasing power, primarily by increasing civil service salaries, implementing a transfer for first-time job seekers, and strengthening subsidy mechanisms for basic foodstuffs.

**The continuing high level of global hydrocarbon prices prolonged the upturn of external balances.** In June 2022, the average export price of Algerian hydrocarbons had increased 70 percent year-on-year, and product export receipts reached USD 28.4 billion in S1-2022, also supported by a notable rise in non-hydrocarbon exports. Moreover, the recovery of imports was slowed down by the moderate rebound in domestic demand and import reduction measures, thus counterbalancing the increase in prices. As a result, these dynamics generated a current account surplus in S1-2022, reversing the downward trend of foreign currency reserves. The dinar also began to appreciate relative to the US dollar

in the summer of 2022, and the more rapid appreciation relative to the Euro improved the terms of trade.

**The budget deficit is expected to narrow moderately in 2022, as the strong increase in public expenditure compensates for most of the increase in revenues.** Despite the anticipated sharp rise in hydrocarbon revenues in 2022, the Complementary Finance Law for 2022 suggests a massive increase in public expenditure, primarily to finance the growth in payroll, transfers to first-time job seekers, and the food price stabilization policy. Public debt thus continued to increase rapidly in S1-2022, led by low-cost financing from public banks as part of the special refinancing program. The strong rise in liquidity observed in S1-2022 was therefore channeled to the State, as private sector credit showed only a moderate recovery. The overall budget deficit is expected to reach 5.7 percent of GDP in 2022, and public debt 54 percent of GDP.

**The economic recovery should continue in 2023, supported by the nonhydrocarbon sector and public expenditure growth.** Hydrocarbon GDP growth (+0.5 percent), as well as the impact of the gradual continued recovery of the services and agricultural sectors on non-hydrocarbon GDP growth (+3.1 percent), should support overall growth (+2.3 percent). The recovery of investment, led by the public and hydrocarbon sectors, should be more marked than that of private consumption. Export revenues should remain high, generating a current account surplus despite a moderate recovery of imports. However, high hydrocarbon revenues are expected to

be overcompensated in the budget by the increase in public expenditure. In the medium term, a fall in hydrocarbon export prices and volumes may lead to a gradual deterioration in external and budgetary balances.

**The main risks to the macroeconomic outlook arise from fluctuations in global hydrocarbon prices, underscoring the importance of the Government's current reform program.** While the sustainable improvement of external balances contributes to the economy's resilience, a limited recovery of

budgetary balances would strengthen their sensitivity to hydrocarbon prices, in a context of uncertainty surrounding the dynamics of the global economy. High inflation also remains a concern despite the moderation of import prices, heightening the need for a prudent public expenditure and deficit financing policy. Furthermore, pursuing the implementation of reforms to allow the private sector to become a driving force for sustainable growth and improving the macroeconomic framework in a sustainable manner remain essential to the growth and stability of Algeria's economy.

## ملخص تنفيذي

في الارتفاع بسرعة في النصف الأول من عام 2022، مدفوعة بالاقتراض منخفض التكلفة من البنوك العامة في إطار برنامج إعادة التمويل الخاص. وبالتالي، فإن الزيادة الكبيرة في السيولة التي لوحظت في النصف الأول من عام 2022 كانت موجهة نحو الدولة، حيث لم يشهد الائتمان الممنوح للقطاع الخاص سوى انتعاش بسيط. ومن المتوقع أن يصل عجز الموازنة إلى 5.7% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2022، كما سيبلغ إجمالي الدين العام 54% من الناتج المحلي الإجمالي.

من المتوقع أن يستمر الانتعاش الاقتصادي في عام 2023، بدعم من القطاع غير الهيدروكربوني والإنفاق العام المتزايد. نمو الناتج المحلي الإجمالي الهيدروكربوني (+0.5%) وكذلك تأثير الانتعاش التدريجي المستمر في قطاع الخدمات والزراعة على نمو الناتج المحلي الإجمالي غير الهيدروكربوني (+3.1%)، سيدعم النمو الإجمالي (+2.3%). كما ينبغي أن يكون الانتعاش في الاستثمار، الذي يقوده القطاع العام والقطاع الهيدروكربوني، أكثر تأثيراً من تعافي الاستهلاك الخاص. من المتوقع أن تظل عائدات الصادرات مرتفعة، مما يؤدي إلى تحقيق فائض في الحساب الجاري على الرغم من الانتعاش المعتدل في الواردات. كما من المتوقع أن زيادة الإيرادات الهيدروكربونية سوف يتم تعويضها بشكل أكبر بزيادة في الإنفاق العام. وعلى المدى المتوسط، سيؤدي الانخفاض في أسعار وحجم الصادرات الهيدروكربونية إلى ضعف تدريجي في حسابي المالية العامة والخارجي.

تنبع المخاطر الرئيسية التي تهدد آفاق الاقتصاد الكلي من التقلبات في سوق السلع الهيدروكربونية، مما يؤكد أهمية تسريع جهود الإصلاح الهيكلي الجاري. في حين أن التحسن الدائم في الحساب الخارجي يساهم في صمود الاقتصاد، إن انتعاش محدود في حساب المالية العامة سيزيد من حساسيتها لأسعار الهيدروكربونات، خصوصاً في ظل حالة عدم اليقين المحيطة بديناميات الاقتصاد العالمي. كما يظل التضخم مصدر قلق على الرغم من الاعتدال في أسعار الواردات، مما يعزز الحاجة إلى سياسة حكيمة للإنفاق العام وتمويل العجز بحذر. بالإضافة إلى ذلك، يظل استمرار تنفيذ الإصلاحات لتمكين القطاع الخاص من أن يصبح محركاً للنمو المستدام والتحسين المستدام لإطار الاقتصاد الكلي ضرورياً لتحقيق نمو واستقرار الاقتصاد الجزائري.

الانتعاش في النصف الأول من عام 2022، مدفوعاً بالنشاط غير الهيدروكربوني وإنتاج النفط. تسارع نمو الناتج المحلي الإجمالي غير الهيدروكربوني في الربع الأول من عام 2022، مدفوعاً بالانتعاش المستمر في قطاع الخدمات والانتعاش الجزئي في النشاط الزراعي، في حين بيانات النشاط الاقتصادي الاستدلالية، مثل بيانات الإضاءة الليلية وعروض العمل، تشير إلى استمرار الانتعاش في الربع الثاني. كما تم دعم الانتعاش في النصف الأول من عام 2022 من خلال عودة إنتاج النفط إلى مستوى ما قبل الجائحة، متناقضاً مع انخفاض معتدل في إنتاج الغاز. كما بقي التضخم مرتفعاً مدفوعاً بارتفاع أسعار الغذاء، وعليه واصلت السلطات تنفيذ عدة تدابير لحماية القوة الشرائية، ابتداءً من زيادة الأجور في القطاع العام، وتنفيذ تحويل مالي للباحثين عن عمل لأول مرة، وتعزيز آليات دعم المنتجات الغذائية الأساسية.

أدى استمرار ارتفاع أسعار المواد الهيدروكربونية العالمية إلى إطالة أمد التحسن في الموازين الخارجية. في يونيو 2022، ارتفع متوسط سعر تصدير المواد الهيدروكربونية الجزائرية بنسبة 70% على أساس سنوي، ووصلت عائدات صادرات السلع إلى مبلغ 28.4 مليار دولار أمريكي في النصف الأول من عام 2022، مدفوعة أيضاً بزيادة ملحوظة في الصادرات غير الهيدروكربونية. بالإضافة إلى ذلك، تباطأ انتعاش الواردات بسبب الانتعاش المعتدل في الطلب المحلي وإجراءات خفض الواردات، مما عوض ارتفاع الأسعار. وعليه ولدت هذه الديناميكيات فوائض في الحساب الجاري في النصف الأول من عام 2022، وعكست الاتجاه التنافسي لاحتياجات العملات الأجنبية. كما بدأ الدينار في الارتفاع مقابل الدولار الأمريكي في صيف عام 2022، وأدى الارتفاع السريع مقابل اليورو إلى تحسين شروط التبادل التجاري.

من المتوقع أن ينخفض عجز الموازنة بشكل طفيف في عام 2022، حيث أن الزيادة الحادة في الإنفاق العام سيتم تعويضها بشكل رئيسي من الزيادة في الإيرادات. على الرغم من الزيادة الحادة المتوقعة في إيرادات الموازنة من القطاع الهيدروكربوني في عام 2022، يقترح قانون المالية التكميلي لعام 2022 زيادة هائلة في الإنفاق العام من أجل تمويل نمو فاتورة الأجور بشكل رئيسي، وتحويلات للباحثين عن عمل لأول مرة، وسياسات استقرار أسعار الغذاء. وهكذا استمرت المديونية العامة







# DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

## La croissance de l'activité hors-hydrocarbures s'est accélérée au T1-2022

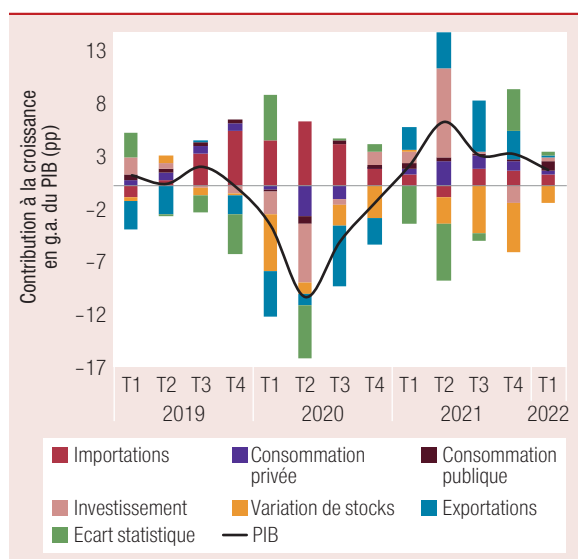
**La croissance du PIB réel hors-hydrocarbures s'est accélérée au T1-2022, malgré le ralentissement de la consommation privée, tandis que l'activité semble orientée à la hausse au T2.** La consommation des ménages ralentit significativement au T1-2022 (+1,5% en glissement annuel), reflétant notamment l'effet de la hausse des prix à la consommation sur le pouvoir d'achat des ménages. La croissance de l'investissement est également demeurée modérée au T1-2022 (+1,1% en g. a.), suggérant une reprise limitée de l'investissement public en début d'année 2022 ; l'investissement est ainsi demeuré à niveau inférieur à celui observé pré-pandémie. En outre, le PIB hors-hydrocarbures algérien a continué une reprise graduelle, atteignant un niveau supérieur de 2,9% à celui du T1-2021. Par ailleurs, les données d'éclairage nocturne suggèrent une reprise continue et transversale de l'activité hors-hydrocarbures au second trimestre (voir encadré 1), ce que

semblent également suggérer les données disponibles du marché du travail (voir plus bas). (Figure 1).

**La reprise continue du secteur des services a été le principal moteur de l'activité hors-hydrocarbures au T1-2022.** La valeur ajoutée agricole se redresse en glissement annuel au T1-2022 (+1,9%) après une année 2021 marquée par une mauvaise récolte céréalière dans un contexte de faible pluviométrie.<sup>1</sup> Par ailleurs, le dynamisme observé en 2021 dans le secteur industriel se modère au T1-2022, en cohérence avec l'absence de reprise marquée de l'investissement. La reprise des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMME), dont l'activité est majoritairement le fait des entreprises publiques, reste particulièrement limitée (-6% au T1-2022 en g.a.). (Figure 2).

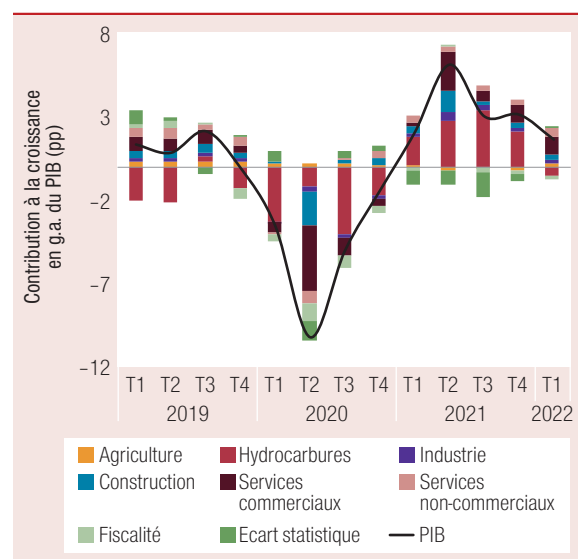
<sup>1</sup> Selon le Premier ministre, la production des céréales a atteint 41 millions de quintaux durant la campagne 2021/2022, contre 28 millions de quintaux l'année précédente, avec des prévisions de productions de 55 millions quintaux pour 2025. (APS, 8 novembre 2022).

**FIGURE 1 • La croissance du PIB a décéléré au T1-2022...**



Source : Office National des Statistiques (ONS) et estimations de la Banque mondiale.

**FIGURE 2 • ...malgré l'accélération de la croissance du PIB hors-hydrocarbures**



Source : ONS et estimations de la Banque mondiale.

## Par ailleurs, les offres d'emploi augmentent modérément au T2-2022

**Le nombre officiel d'offres d'emploi suggère une reprise modérée de l'activité au S1-2022, mais il demeure en deçà de son niveau prépandémie.**

D'après les données de l'ANEM, les offres d'emplois<sup>2</sup>

ont augmenté au T1-2022 et T2-2022 (respectivement de 17,5% et 4,2%), le nombre moyen d'offres au S1-2022

<sup>2</sup> Ce paragraphe se réfère à des statistiques non-conventionnelles du marché de l'emploi publiées par l'ANEM, car les dernières statistiques usuelles du marché de l'emploi (ex : taux de chômage, taux de participation) datent du S1-2019.

## ENCADRÉ 1 : LES DONNÉES D'ÉCLAIRAGE NOCTURNE COMPLÈTENT LES STATISTIQUES PUBLIQUES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

**Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique.** Leur application à la veille économique a été mise en lumière par Henderson, Storeygard et Weil (2012) et elles sont depuis devenues des estimations largement utilisées du niveau de l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Ces données ont d'ailleurs été mobilisées par Roberts et al. (2020) dans 47 villes de la région MENA au début de la crise du COVID-19, permettant de documenter la forte baisse d'activité en mars 2020 à Alger, Constantine et Oran. (Voir annexe 1).

**Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort :**

- **Production pétrolière.** Les données d'éclairage nocturne des sites de production pétrolière, géolocalisés par les sites de torchage de gaz, permettent d'isoler le secteur pétrolier. L'éclairage nocturne, couplé à une tendance de long terme, et la modélisation de la baisse des quotas de 2020, explique 94% du niveau de la production pétrolière trimestrielle algérienne.
- **Production gazière.** Les données d'éclairage nocturne des wilayas productrices de gaz naturel, hors-sites de torchage, et une variable indicatrice du trimestre expliquent 72% du niveau de la production gazière trimestrielle.
- **Activité hors-hydrocarbures.** Enfin, le niveau trimestriel du PIB hors hydrocarbures est expliqué à 82% par l'éclairage nocturne dans les régions non productrices d'hydrocarbures, une tendance et une variable indicatrice du trimestre en cours. Le seul éclairage nocturne explique 53% du niveau du PIB.

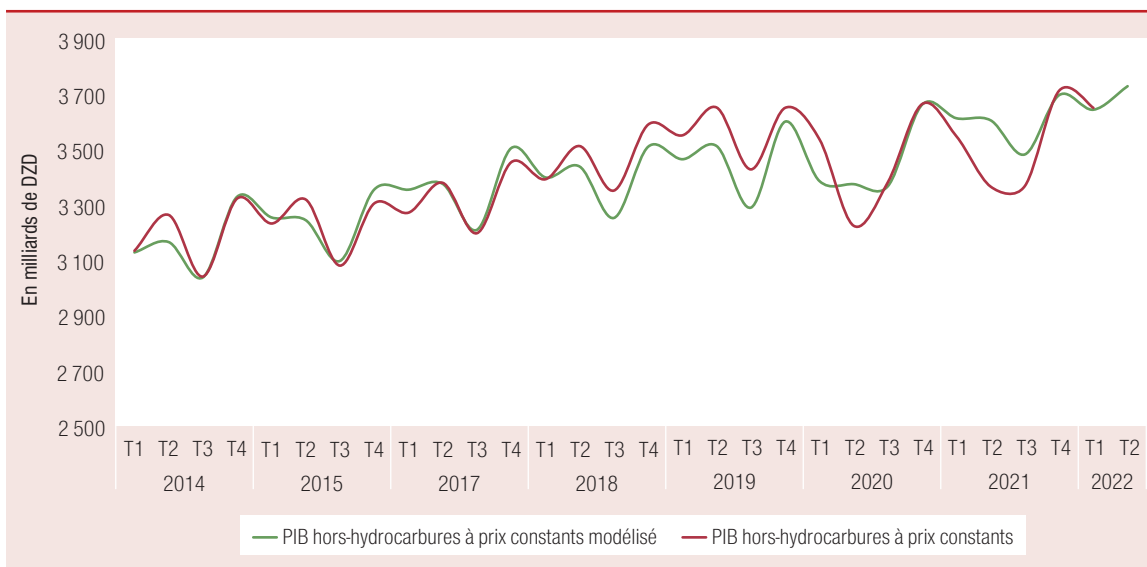
L'annexe 1 présente plus en avant la méthodologie d'estimation et les résultats empiriques.

(suite à la page suivante)

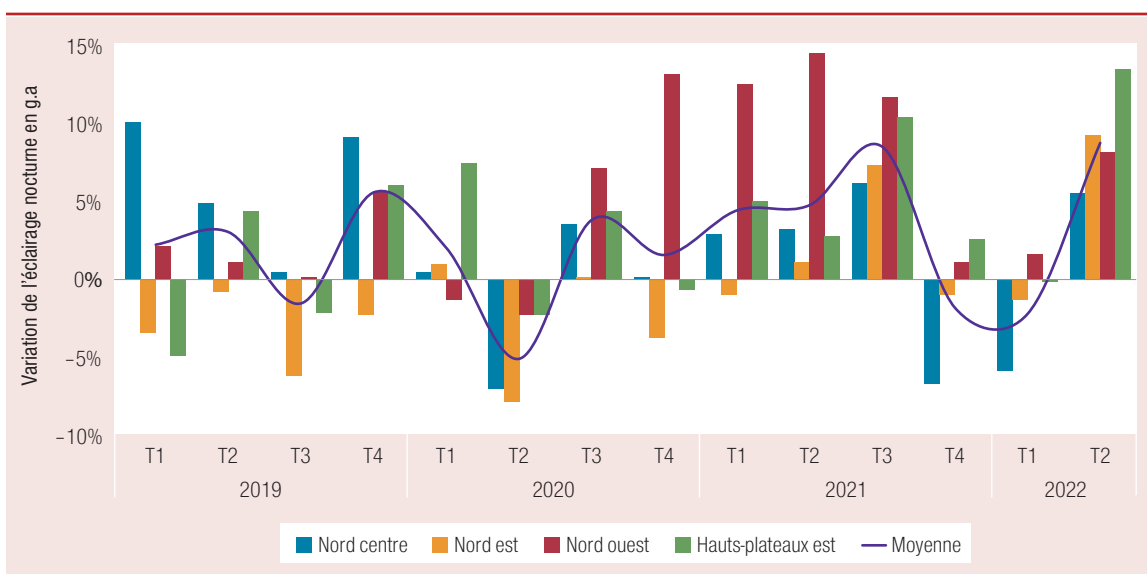
## ENCADRÉ 1 : LES DONNÉES D'ÉCLAIRAGE NOCTURNE COMPLÈTENT LES STATISTIQUES PUBLIQUES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

**La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique.** Outre leurs capacités prédictives, ces données finement géolocalisées permettent de produire des estimations spatialisées, en niveau et en dynamique de l'activité, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local. Ces données suggèrent ainsi que la reprise de la crise du COVID-19 a été plus forte dans la région Nord-Ouest, moins marquée dans la région Nord-Centre, et suggèrent une reprise transversale au T2-2022.

**FIGURE 3 • Les données d'éclairage nocturne permettent de modéliser l'activité économique...**



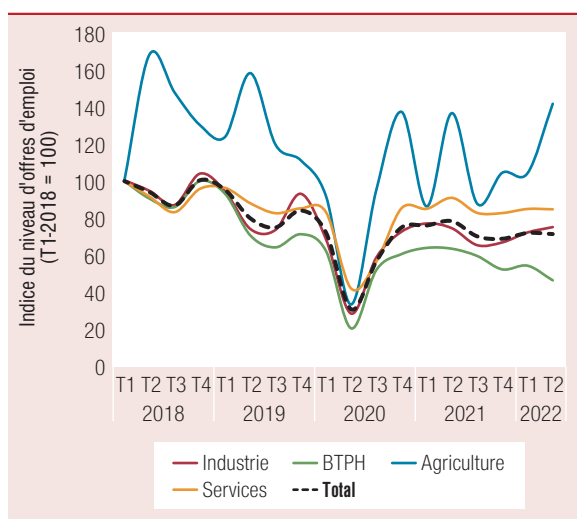
**FIGURE 4 • ...et d'anticiper leur trajectoire avec un délai minimal**



Source : Earth Observation Group, estimations de la Banque mondiale.

Note : Les quatre Espaces de Programmation Territoriale (EPT) utilisés pour la modélisation excluent les wilayas produisant des hydrocarbures ainsi que les zones des usines pétrochimiques d'Arzew et de Skikda. Ces quatre EPT regroupent 80% de la population algérienne, d'après le dernier recensement (2008).

**FIGURE 5** • Le nombre d'offres d'emploi a légèrement augmenté au S1-2022



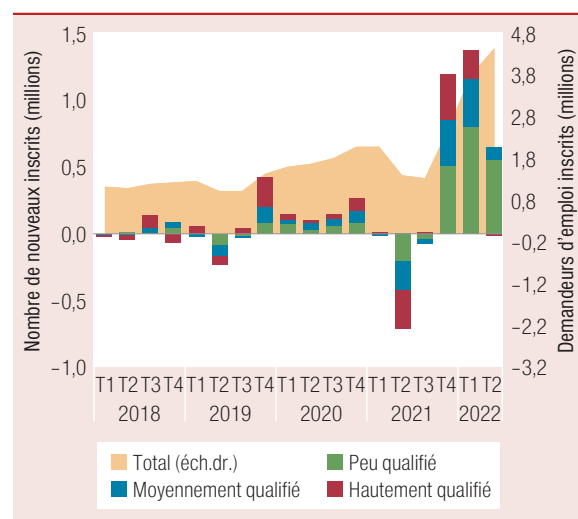
Source : Agence nationale de l'emploi (ANEM) et estimation de la Banque mondiale.

demeurant néanmoins 7,1% en-deçà de son niveau du S1-2021 et 18,2 % en-deçà de son niveau du S1-2019. Cette baisse marquée par rapport à la situation pré-pandémique s'explique, au niveau sectoriel, par la baisse continue des offres d'emploi du secteur des bâtiments, travaux publics et hydrauliques (-39%) d'une part et la restauration partielle des offres d'emploi dans le secteur industriel (-12,5%).<sup>3</sup> En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANEM a augmenté de 16,3% au T2-2022 pour atteindre 4,7 millions d'individus, après la hausse massive des inscriptions au T1-2022 (+53%) dans le sillage de l'annonce de la mise sur pied d'une allocation aux primo-demandeurs d'emploi.<sup>4</sup> (Figures 5 et 6).

## La production d'hydrocarbures s'est stabilisée

**En 2022, la hausse continue de la production pétrolière permet une reprise partielle des exportations.** La production de pétrole brut algérienne a enregistré une croissance moyenne de 2,8% pendant les trois premiers trimestres de l'année 2022,<sup>5</sup> retrouvant ainsi son niveau pré-pandémique, dans un contexte de restauration progressive des quotas de production de l'OPEP et de la demande européenne.<sup>6</sup> Cette reprise de la production a permis une augmentation des exportations au S1-2022, les exportations de pétrole brut et de condensat algériennes atteignant

**FIGURE 6** • Le nombre d'inscrits à l'ANEM continue d'augmenter rapidement



Source : ANEM et estimation de la Banque mondiale.

un niveau 8,6% supérieur à celui du S1-2021, reprise d'autant plus marquée vers l'EU27 (+15,8% pour le pétrole brut), soutenue par la décision de l'EU27 d'interdire l'importation de pétrole russe par bateau en avril 2022. Le niveau des exportations au S1-2022

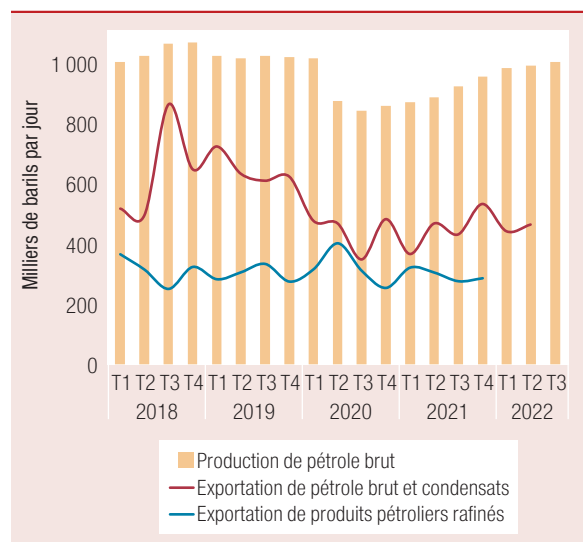
<sup>3</sup> Dans le même temps, le nombre d'offres d'emploi dans le secteur agricole, plus volatile, a augmenté de 30%, tandis que celui du secteur des services a retrouvé son niveau pré-pandémique (+0,6%).

<sup>4</sup> Les bénéficiaires de l'allocation mensuelle de DZD 13.000 (USD 94) doivent avoir entre 19 et 40 ans, ne pas avoir d'autres sources de revenu, ne pas être inscrits dans un établissement d'enseignement ou de formation, ne jamais avoir cotisé aux caisses de sécurité sociale et être inscrit à l'ANEM depuis au moins six mois. L'indemnisation n'est pas limitée dans le temps mais le demandeur d'emploi ne peut pas refuser plus de deux offres correspondant à son profil. Au T1-2022, la hausse des inscrits a été plus marquée chez les travailleurs peu ou pas qualifiés (+84%) et chez les femmes (+63%). Au 18 avril 2022, 917 000 dossiers auraient été acceptés (sur un total de 1,5 millions de demandeurs), pour un coût mensuel initial estimé de DZD 12 milliards (plus de USD 80 million). Dans le même temps le gouvernement y a alloué près de DZD 62 milliards (JO n°52 2022) soit 5 mois d'allocation pour les bénéficiaires acceptés en avril 2022.

<sup>5</sup> En glissement trimestriel, +3% au T1, +3,2% au T2, et +2,2% au T3.

<sup>6</sup> Soit une croissance en glissement annuel de 13,6% sur les neuf premiers mois de 2022.

**FIGURE 7 • La production pétrolière a retrouvé son niveau pré-pandémie...**

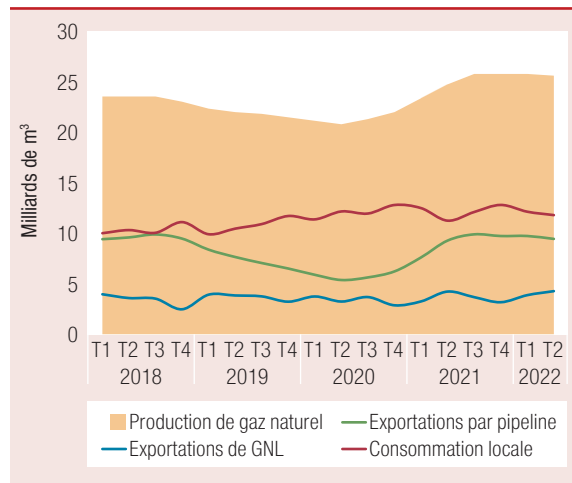


Source : Banque d'Algérie (BdA) pour l'exportation de produits pétroliers raffinés (dernières données disponibles), Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour la production de pétrole brute, Bloomberg pour les exportations de pétrole brut et condensats.

demeure néanmoins très inférieur à celui observé pré-pandémie, soit -33,1% par rapport au S1-2019 pour les exportations de pétrole brut et condensats, et -32,6% pour les exportations de pétrole brut vers l'EU27.<sup>7</sup> (Figure 7).

**L'embellie du secteur pétrolier contraste avec la baisse de la production et des exportations gazières au T2-2022.** La valeur ajoutée des hydrocarbures à prix constants a légèrement diminué au T1-2022 (-2,3% en g.a), malgré la hausse de la production pétrolière. En effet, et après une année 2021 où la reprise de la production et l'absence de reprise marquée de la consommation domestique ont permis un bond des exportations, la production de gaz naturel a légèrement décliné au S1-2022 (-1,1% en g.a.) sous l'effet d'une baisse plus marquée observée au T2-2022 (-3,5% en g.a.). Ainsi, les exportations par gazoduc se sont maintenues au T1-2022 mais ont baissé au T2-2022 (-11,1% en g.a.),<sup>8</sup> et plus encore vers l'Europe (-15% en g.a.), malgré la compétitivité-prix des contrats de livraison de gaz algériens, en partie indexés au prix du pétrole,<sup>9</sup> et la forte demande européenne, largement renforcée par la crise russo-ukrainienne.<sup>10</sup> Dans le même temps, les exportations algériennes de gaz naturel liquéfié ont baissé de 3,6% en g.a. au T2-2022, alors que celles

**FIGURE 8 • ...tandis que le secteur gazier a connu un ralentissement après le pic de 2021**



Source : Joint Organisation Data Initiative (JODI), estimations de la Banque mondiale.  
Note : Les données sont présentées en moyenne glissante sur quatre trimestres, afin d'éliminer l'effet de la saisonnalité. La consommation locale est estimée comme la différence entre la production brute et les exportations par gazoduc et sous forme de gaz naturel liquéfié, l'Algérie n'important pas de gaz naturel.

vers l'Europe chutaient de 12% en g.a. Néanmoins, après un creux durant les années 2019 et 2020, les exportations de gaz par pipeline se maintiennent à leur haut niveau du S1-2018 au S1-2022. (Figure 8).

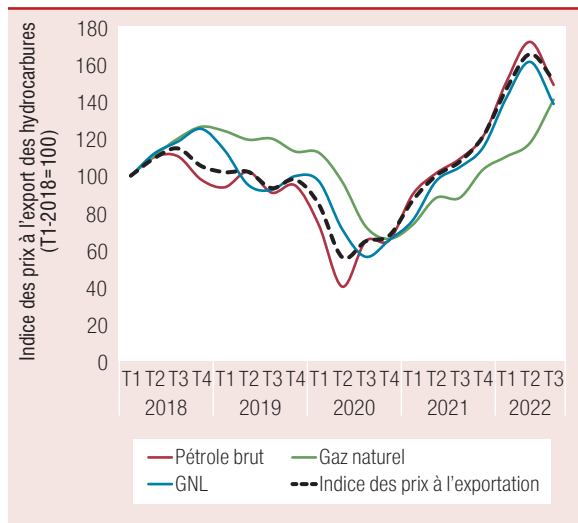
<sup>7</sup> La hausse des exportations algériennes au S1-2022 en g.a. a été plus prononcée vers l'Espagne et l'Allemagne. Les exportations ont cependant diminué en glissement trimestriel, après un pic au T4-2021. Les exportations algériennes de pétrole brut vers les pays européens de l'OCDE représentent en moyenne 62,5% des exportations pétrolières totales entre 2017 et 2021. Données Bloomberg pour les exportations de pétrole brut et condensat par bateau pétrolier, et données Eurostat des importations européennes de pétrole brut en provenance de l'Algérie.

<sup>8</sup> Soit une hausse en g.t. de 14,2% au T1-2022 et une baisse en g.t. de 13,3% au T2-2022. (Données JODI).

<sup>9</sup> Voir Banque mondiale (2022). D'après la Commission européenne, le prix du gaz algérien exporté par gazoduc a ainsi bondi au T2-2022 (+172% vers l'Espagne, +160% vers l'Italie, en g.a.) mais demeure plus de moitié moins cher que le prix d'importation de GNL.

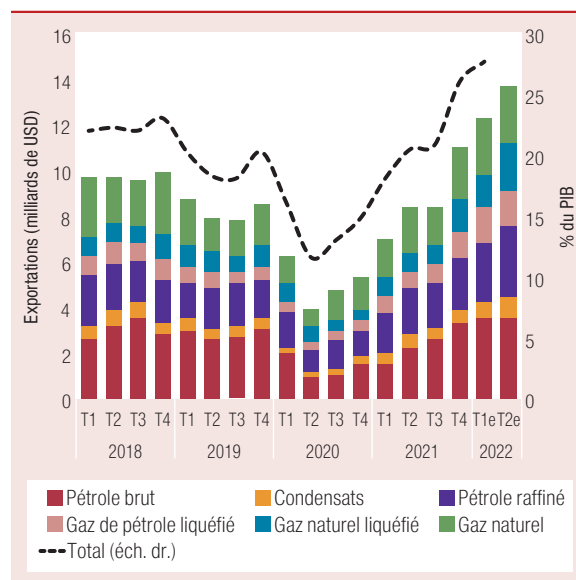
<sup>10</sup> La baisse de production a pu être renforcée par la fermeture du gazoduc Maghreb-Europe au T4-2021, en partie compensée par l'augmentation de la capacité du gazoduc Medgaz et l'augmentation des livraisons à l'Italie (+10% en g.a.). (Commission européenne, 2022).

**FIGURE 9** • La baisse des prix du pétrole au T3 est modérée par la hausse retardée de ceux du gaz ...



Source : BdA, Agence d'information sur l'énergie (EIA), oilprice.com, et estimations de la Banque mondiale. Note : Les données sont des estimations à partir du T4-2021. Les estimations pour le gaz naturel sont basées sur la méthodologie du rapport Banque mondiale (juillet 2022) L'indice des prix à l'exportation est obtenu en pondérant l'indice des prix pour chacun des six groupes de produits (pétrole brut, raffiné, condensats, GPL, GNL et gaz naturel) par leur poids dans la valeur totale des exportations d'hydrocarbures la période précédente.

**FIGURE 10** • ...et les recettes d'exportations d'hydrocarbures culminent



Source : BdA et estimations de la Banque mondiale à partir du T3-2021 sur la base des données EIA, oilprice.com, JODI, et Bloomberg. Note : Les estimations d'exportations de pétrole brut et condensats sont basées sur les données de suivi des bateaux pétroliers, les estimations d'exportation de gaz sur les exportations par pipeline, celles de GPL et produits pétroliers raffinés sur le prolongement de la tendance des années précédentes.

## Cependant, la hausse des prix à l'exportation propulse les recettes

Néanmoins, la forte dynamique des prix à l'exportation des hydrocarbures permet une hausse continue des recettes d'exportation. Un indice synthétique des prix à l'export des hydrocarbures indique une hausse de 70% sur un an des prix à l'exportation des hydrocarbures algériens en juin 2022.<sup>11</sup> La dynamique des prix internationaux suggère que les prix du gaz naturel algérien à l'exportation ont augmenté de 62% entre juin 2021 et juin 2022.<sup>12</sup> L'effet retardé de la hausse des prix internationaux sur les prix à l'exportation du gaz explique ainsi la contribution positive du gaz à la hausse de l'indice synthétique des prix à l'export des hydrocarbures au S1-2022, renforcée par la renégociation de certains contrats de livraison de gaz naturel. Entre juin 2021 et juin 2022, les prix du pétrole brut ont quant à eux cru de 72%. Cette dynamique haussière des prix permet de surcompenser la baisse des quantités exportées, et explique la forte augmentation des recettes d'exportation d'hydrocarbures au S1-2022 (+68% par rapport au S1-2021).<sup>13</sup> (Figures 9 et 10).

## Ainsi, l'embellie des comptes externes de l'Algérie se poursuit

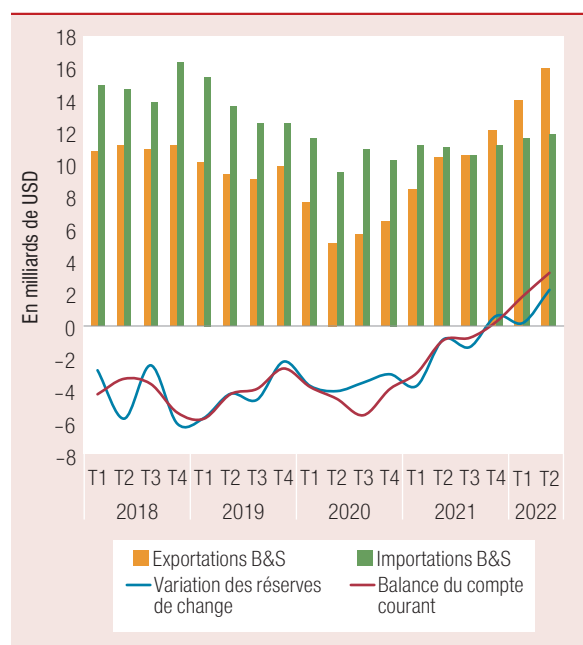
Le dynamisme continu des recettes d'exportation des hydrocarbures permet des surplus croissants du compte courant, inversant la trajectoire des réserves de change. La remontée rapide des exportations a ainsi été nettement plus marquée que la hausse modérée des importations. Par conséquent, au premier semestre 2022, les exportations de biens et services ont atteint USD 30,1 milliards (+59,1% en g.a.), les importations de biens et services USD 23,6 milliards,

<sup>11</sup> Cet indice synthétique est construit en pondérant les prix à l'export des différents types d'hydrocarbures par leur poids dans la valeur des exportations algériennes d'hydrocarbures.

<sup>12</sup> D'après le modèle de nowcasting des prix à l'exportation du gaz naturel exposé dans l'annexe 1 du rapport de suivi de la situation économique du printemps 2022.

<sup>13</sup> Celles-ci se sont ainsi établies à environ US\$ 26 milliards au S1-2022. Selon le Ministère de l'Énergie, elles auraient atteint USD 42,6 milliards après 9 mois en 2022 (APS, 6 novembre 2022).

**FIGURE 11 • Les surplus du compte courant renflouent les réserves de change...**

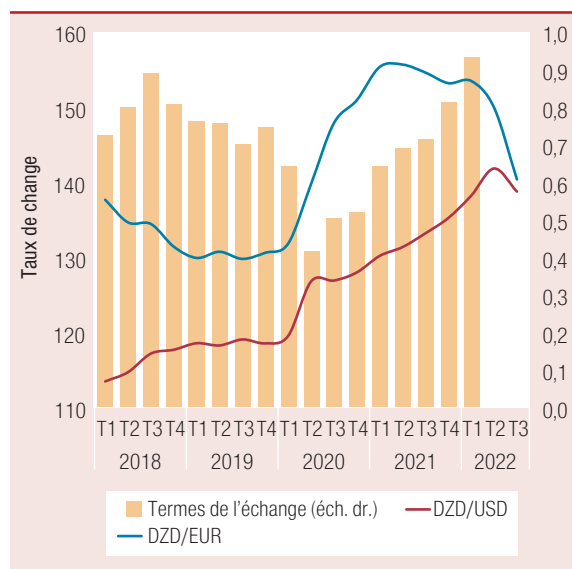


Source: Fonds Monétaire International (FMI).

générant un excédent commercial de USD 6,5 milliards. Somme toute, cela a permis de passer d'un excédent du compte courant de USD 200 millions au T4-2021 à un surplus de USD 1,8 milliards au T1-2022 puis USD 3,3 milliards au T2-2022. Sur les neuf premiers mois de l'année, les réserves internationales ont ainsi augmenté de USD 9,4 milliards, pour atteindre USD 50,8 milliards en septembre 2022.<sup>14</sup> (Figure 11).

**Une appréciation du dinar plus rapide vis-à-vis de l'euro que vis-à-vis du dollar EU améliore simultanément les termes de l'échange.** Après s'être déprécié de 5,6% relativement au dollar US en 2021, puis encore de 7,5% au S1-2022, le dinar s'est redressé vis-à-vis le dollar au T3-2022 (+ 3,9% en g.t.), de sorte que le taux de change DZD/USD a retrouvé son niveau du début d'année.<sup>15</sup> Concomitamment, la forte dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar américain en 2021 (-7,1%), et surtout en 2022 (-15,6% jusqu'à fin septembre), a conduit à une appréciation du dinar vis-à-vis l'euro en 2021 et, dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la chute de l'Euro, à une accélération de cette appréciation du dinar durant les 9 premiers mois de 2022 (12,4%). Les exportations d'hydrocarbures étant libellées en dollar, et les importations provenant principalement d'Europe et de Chine<sup>16</sup>, les mouvements

**FIGURE 12 • ...et les mouvements de taux de change et de prix ont amélioré les termes de l'échange**



Source : investing.com, FMI.

Note : Une hausse du taux de change sur le graphique signifie une dépréciation du dinar algérien, et inversement.

relatifs de taux de change ont ainsi participé à une amélioration des termes de l'échange de l'Algérie en 2021, qui s'est accentuée en 2022 (Figure 12).<sup>17</sup>

**Les recettes d'exportations de biens ont atteint un niveau inégalé depuis 2014, portées par la hausse des exportations des hydrocarbures et hors-hydrocarbures.** Portées par les recettes des hydrocarbures, les exportations de biens ont progressé de 15,7% en g.t. au T1-2022, et de 15,6% en g.t. au T2, pour atteindre USD 28,4 milliards au S1-2022, soit une augmentation de 64,2% en g.a. En outre, les exportations hors-hydrocarbures ont

<sup>14</sup> Rapportées à la valeur des importations sur quatre trimestres glissants, les réserves de change couvrent ainsi 11,6 mois d'importations de biens et de services à la fin-juin 2022.

<sup>15</sup> 140,4 DZD/USD en janvier 2022, contre 140,7 DZD/USD en septembre 2022.

<sup>16</sup> L'Europe et la Chine représentaient, respectivement, 48,5% et 16,8% des importations en valeur en 2020 et 2021.

<sup>17</sup> Ainsi, le taux de change effectif nominal s'est apprécié de 8,5% entre janvier et août 2022, et le taux de change effectif réel de 5,5%, compte tenu d'un niveau d'inflation plus élevé en Algérie relativement à ses partenaires commerciaux.

atteint USD 4 milliards à fin août 2022 (+42% en g.a.), soit plus de la moitié de l'objectif officiel de USD 7 milliards de dollars en année pleine. Les exportations de biens hors hydrocarbures représentent ainsi 13,5 % des exportations de biens au S1-2022, soit leur part la plus élevée depuis plus de 15 ans.<sup>18</sup>

**Au T2-2022, la hausse des prix des biens importés s'estompe et est majoritairement compensée par la baisse des volumes.** Les importations de biens et services ont progressé de 3,6% en g.t. au T1-2022, et de 1,7% en g.t. au T2, pour atteindre USD 23,6 milliards au S1-2022, demeurant largement en deçà de leur niveau pré-pandémie (USD 29,1 milliards au S1-2019). Au T1-2022, la hausse des importations de biens s'explique principalement par celle des produits alimentaires et matières premières,<sup>19</sup> dans un contexte d'augmentation marquée de leurs prix sur les marchés internationaux,<sup>20</sup> et celle des produits manufacturés. Elle a cependant été contrebalancée par la baisse marquée de la facture d'importation de produits d'équipement (-12,1% en g.t.), du fait de la baisse de leur prix à l'importation (-10,2% en g.t.), emmenée par l'appréciation du dinar vis-à-vis l'Euro.<sup>21</sup> Dans l'ensemble, après une

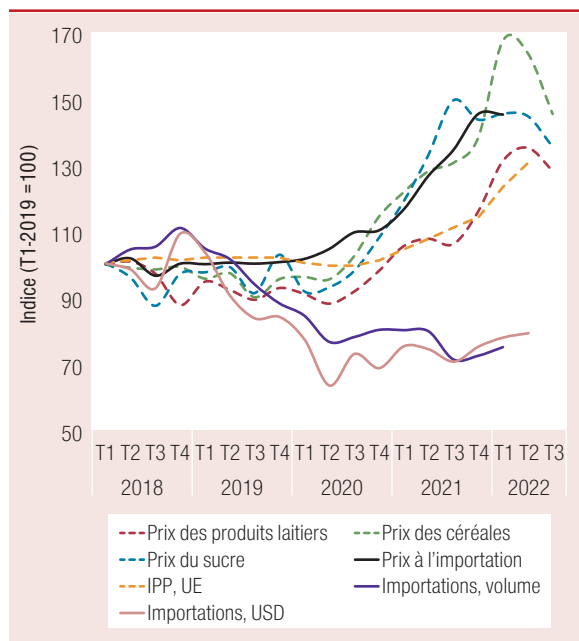
<sup>18</sup> En 2021, les exportations hors hydrocarbures enregistrent une performance exceptionnelle avec une hausse de 123% en g.a. pour s'établir à USD 5 milliards, l'essentiel de cette amélioration provenant de la hausse des exportations des produits chimiques (+107% en g.a.) et des engrais (+79% en g.a.), mais pas seulement.

<sup>19</sup> Les biens alimentaires et les matières premières expliquaient déjà chacun 3,6 points de pourcentage de la hausse de 9,6% des importations en 2021. La facture d'importation de produits alimentaires de l'Algérie a augmenté en 2021, la faible pluviométrie ayant notamment fait augmenter les besoins en importations céréalières, et le prix du blé, du sucre et des produits laitiers ayant bondi sur les marchés internationaux en fin d'année. Les importations alimentaires de l'Algérie sont composées pour 33% de produits céréaliers, 19% de produits laitiers, et 9% de sucre. (DG Douanes, 2020). Les autorités ont cependant maintenu leur programme d'achat de blé en 2021 et 2022, malgré la hausse des prix.

<sup>20</sup> Selon l'ONS, le prix des importations de produits alimentaires a crû de 8,2% en g.t. Les cours internationaux des céréales et des produits laitiers ont respectivement cru de 21,1% et de 13,1% sur un trimestre au T1-2022.

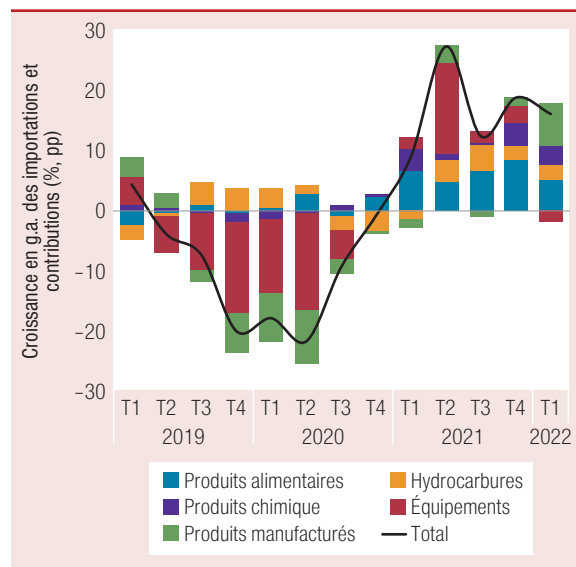
<sup>21</sup> En effet, majorité des importations d'équipement de l'Algérie proviennent d'Europe.

**FIGURE 13 • La hausse des prix à l'importation reste compensée par la baisse des volumes...**



Source : ONS, Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) & Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

**FIGURE 14 • ...la facture d'importation étant tirée par le prix des produits alimentaires et manufacturés**



Source: ONS. Note : Les équipements correspondent aux machines et matériel de transport, les hydrocarbures correspondent aux matières brutes non comestibles (sauf carburants) et combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes, les produits alimentaires correspondent aux produits alimentaires et animaux vivants, boissons, tabacs, huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale, les produits manufacturés correspondent aux articles manufacturés et articles manufacturés divers.



forte hausse en 2021 (+32%), les prix des biens à l'importation se sont stabilisés au T1-2022 (-0,1% en g.t.), atténuant l'effet de la hausse des volumes importés. En outre, la modération des prix mondiaux des produits alimentaires au T2-2022<sup>22</sup> a pu contribuer à la stabilité relative de la facture des importations, une tendance qui s'est prolongée au T3-2022. (Figures 13 et 14).

## Le bond des recettes des hydrocarbures finance partiellement un sursaut des dépenses publiques

### La Loi de Finances Complémentaire pour 2022 (LFC 2022) prévoit une hausse massive des dépenses, de loin supérieure à celle des recettes des hydrocarbures.

En 2021, la hausse des recettes des hydrocarbures (+36%), combinée à une politique de dépense prudente,<sup>23</sup> avait permis une amélioration notoire du déficit budgétaire global, de 12% du PIB en 2020 à 7,2% en 2021. La LFC2022, votée en juillet, prévoit cependant une hausse de 56,3% des dépenses publiques relativement à 2021, générée par un doublement de l'investissement public et une augmentation de 41% des dépenses courantes, dans l'optique notamment de compenser la perte de pouvoir d'achat induite par un niveau d'inflation élevé. La hausse des dépenses courantes s'explique principalement par une hausse généralisée des salaires et des prestations de retraite dans le secteur public, le paiement des bonus aux travailleurs du secteur de la santé, l'augmentation du coût des subventions alimentaires<sup>24</sup> et l'introduction d'un régime d'allocation de chômage (voir détails en encadré 2). Ainsi, la LFC2022 projette un triplement du déficit budgétaire, en dépit de l'augmentation anticipée des recettes budgétaires, emmenée par les recettes d'hydrocarbures (+66,7%) et les recettes fiscales (+5,9%).<sup>25</sup> La politique de dépense procyclique en 2022 fait écho aux politiques budgétaires conduites en 2022 par certaines économies comparables marquées par l'effet concomitant de la hausse des recettes d'hydrocarbures et des effets délétères de l'inflation sur le pouvoir d'achat des plus vulnérables (Figure 15 et 16).

**Les déficits élevés continuent d'être financés à bas coût par la dette publique intérieure, principalement à travers le programme spécial de**

**refinancement (PSR).** La dette publique est ainsi passée de DZD 13 864 milliards fin 2021 (62% du PIB) à 14 738 milliards à fin juin 2022 (+6,3%). Elle reste presque entièrement détenue au niveau national, à des taux d'intérêt réels négatifs, et principalement à des échéances de long terme. Malgré la hausse marquée de l'endettement, le coût des emprunts obligataires publics est en effet demeuré bas, les nouvelles émissions étant effectuées dans le cadre du rachat des créances des entreprises publiques économiques (EPE), adossé au PSR. Les créances des EPE étaient en effet échangées aux banques publiques pour des bons du Trésor. Par la suite, ces bons du Trésor étaient postés à la Banque d'Algérie en échange de liquidités dans le cadre du Programme Spécial de Refinancement,<sup>26</sup> majoritairement réinvesties dans des bons du Trésor. Ces deux types d'opérations ont ainsi mené à une forte augmentation des créances bancaires envers l'État, mais à des taux d'intérêt réels négatifs et à des échéances de long terme.<sup>27</sup> La dernière portion du PSR, plafonné à DZD 2 100 milliards, a eu lieu en juin 2022.<sup>28</sup> Au fil de la mise en œuvre du PSR, les dettes bancaires des EPE ont fortement diminué, baissant de 25% entre juin 2021 et

<sup>22</sup> Le prix des céréales a baissé de 2,2% alors que la progression des prix des produits laitiers a ralenti à 2,9% sur la période.

<sup>23</sup> Les dépenses de fonctionnement avaient augmenté de 8,7%, contre 4,8% pour les dépenses d'investissement, ces dernières demeurant 30% en deçà de leur niveau de 2019.

<sup>24</sup> Le budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture a augmenté de 52,6% en LFC 2022 en comparaison avec LFI 2022, pour atteindre DZD 521 milliards.

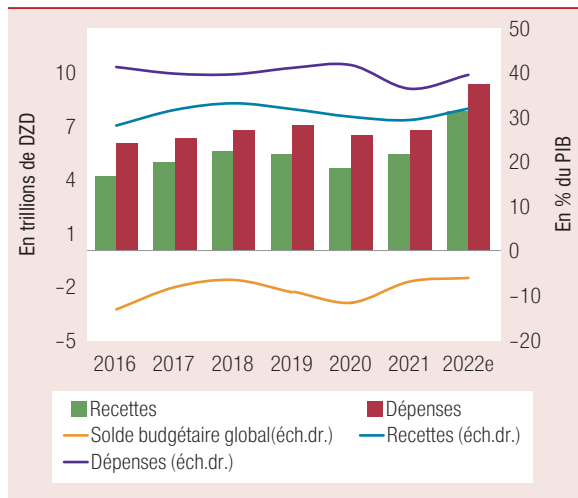
<sup>25</sup> De DZD 1 524 milliards en 2021 à DZD 4 609 milliards en 2022. Il convient cependant de noter 1/ que la LFC fait l'hypothèse d'un baril du pétrole à US\$60 par baril (contre US\$104 sur les 10 premiers mois de l'année 2022), sous-estimant les recettes des hydrocarbures, 2/ que l'exécution des dépenses d'équipement est en moyenne de 77% (entre 2017 et 2021).

<sup>26</sup> Ainsi, les créances et dettes des banques publiques envers la Banque d'Algérie ont augmenté simultanément.

<sup>27</sup> Selon le FMI, les bons du Trésor émis dans le cadre du programme de rachat des créances des EPE ont un taux d'intérêt de 2,75% et 3%, et des échéances de 10 ou 15 ans. La plupart de la liquidité obtenue par les banques publiques dans le cadre du PSR (soit 60 à 80%) est réinvestie dans des bons du Trésor à échéance 10 et 15 ans, et des taux de 5,4% et 5,7%.

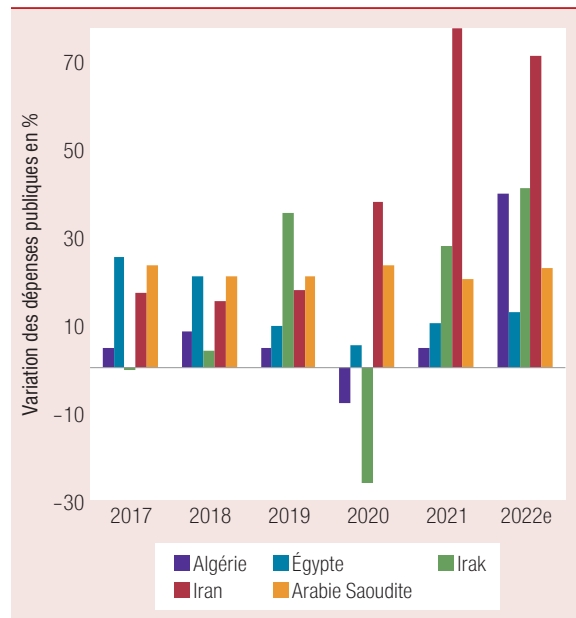
<sup>28</sup> Le PSR est cependant renouvelable deux fois.

**FIGURE 15** • Les recettes des hydrocarbures financent une hausse procyclique des dépenses publiques ...



Source : Ministère des Finances, ONS et estimations de la Banque mondiale pour 2022. Relativement à la LFC2022, ces estimations prévoient notamment un prix du baril de pétrole plus élevé, une exécution de 77% des dépenses d'investissement (moyenne entre 2017 et 2021), et incluent des projections des dividendes payés au Trésor par la Banque d'Algérie, et du montant des interventions spéciales du Trésor et du changement au solde des comptes d'affectation spéciale.

**FIGURE 16** • ...élevée relativement à celle des pays exportateurs d'hydrocarbures de la région



Source : Estimations des équipes pays de la Banque mondiale pour 2022.

## ENCADRÉ 2 : LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE POUR 2022

**La loi de finances complémentaire pour 2022 (LFC2022) a été publiée le 3 août 2022, et revoit à la hausse le déficit budgétaire, emmené par une hausse marquée des dépenses.**<sup>3</sup> Celle-ci prévoit une détérioration du déficit budgétaire (-1,6 pp du PIB) relativement à la Loi de Finances initiale (LFI), la hausse marquée des recettes d'hydrocarbures étant surcompensée par celle des dépenses publiques. Relativement à la LFI, les dépenses sont revues à la hausse (+18%), autant celles de fonctionnement (+22%) que celles d'équipement (+10%). Les recettes prévisionnelles augmentent de 23%, tirées essentiellement par la hausse de la fiscalité budgétisée sur les hydrocarbures (+53%). Le déficit budgétaire global atteindrait alors 16,2% du PIB. Le déficit budgétaire devrait cependant se révéler moins élevé. En effet, la LFC fait l'hypothèse d'un baril du pétrole à US\$ 60 (contre 104 sur les 10 premiers mois de l'année 2022), sous-estimant les recettes.<sup>4</sup> Par ailleurs, l'exécution des dépenses d'équipement étant d'en moyenne 77% entre 2017 et 2021, il est probable qu'elles soient sous-exécutées.

**La forte augmentation des charges communes, principalement réallouées au financement des hausses de salaires dans le secteur public, explique 40% des nouvelles dépenses courantes.** Les charges communes augmentent de DZD 560 milliards (+44%) relativement à la LFI, soit 40% des nouvelles dépenses de la LFC. Ce chapitre sert à approvisionner les demandes de rattachements de crédits en cours d'année. Entre août et octobre 2022, DZD 420 milliards avaient été déjà réalloués, dont 89% au Ministère de l'Éducation Nationale, au Ministère de l'Intérieur (incluant via le Fonds de Solidarité des Collectivités Locales), au Ministère de la Santé et au Ministère de l'Enseignement Supérieur, principalement pour financer l'augmentation de la masse salariale des employés du secteur public, mais également pour financer le coût additionnel des subventions au sucre et à l'huile (+DZD 45 milliards).

**Le Ministère du Travail et celui Ministère de l'Agriculture reçoivent également 40% des nouvelles dépenses courantes, finançant le nouveau transfert aux chômeurs et la hausse du coût des subventions alimentaires.** Le budget du Ministère du Travail augmente de DZD 363 milliards (+206%) relativement à la LFI. Cette hausse est essentiellement imputable à l'introduction en février 2022 d'une allocation chômage pour les primo-demandeurs d'emploi. Le budget du Ministère de l'Agriculture augmente de DZD 180 milliards (+53%), sous l'effet de l'augmentation du cours mondial des céréales et des produits laitiers, et la suspension de la rationalisation des subventions céréalières de l'été 2020. L'augmentation du budget du Ministère de la Santé et de celui de l'Intérieur explique plus des deux tiers des nouvelles dépenses restantes, qui s'ajoutent aux transferts en provenance des charges communes.

**La LFC2022 ne prévoit pas de nouvel impôt, et renforce la politique de subventions alimentaires universelles.** Elle prévoit l'exonération de la production et de l'importation de sucre, et renforce le monopole de l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) sur la transformation des céréales. Les autres mesures de la LFC incluent l'élargissement de l'assiette de l'impôt forfaitaire unique, des

(suite à la page suivante)

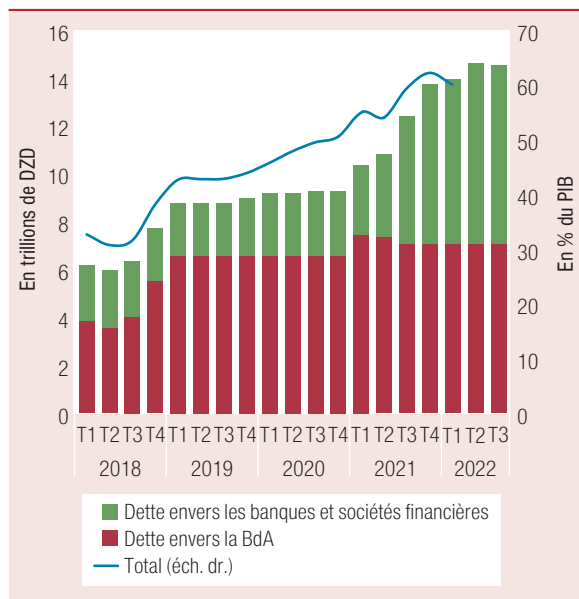
## ENCADRÉ 2 : LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE POUR 2022 (suite)

assouplissements relatifs à certaines contraintes à l'importation par les professionnels et particuliers, la possibilité de titriser la dette des entreprises publiques, ou l'obligation pour les commerçants de mise à disposition de terminaux de paiement électroniques.

<sup>a</sup> Journal Officiel n°53.

<sup>b</sup> Ainsi, les recettes excédant le montant prévu par la Loi de Finance seront placées dans le Fond de Régulation des Recettes, augmentant artificiellement le montant du déficit budgétaire, et peuvent ensuite être utilisées pour financer ce même déficit.

**FIGURE 17** • La dette publique domestique dépasse le seuil de 60% du PIB...



Source : FMI et estimations de la Banque mondiale.

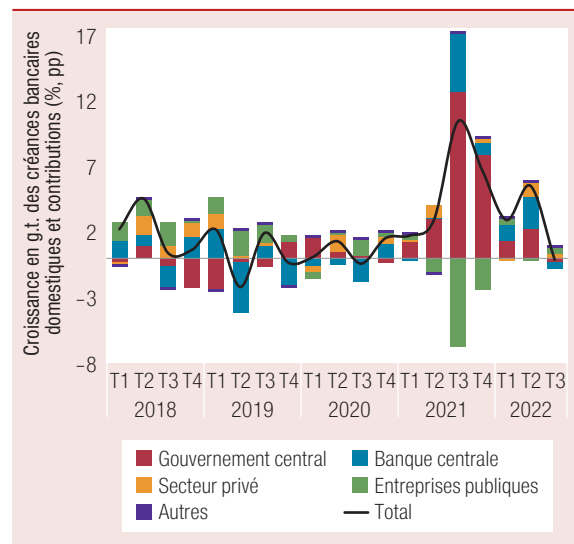
Note : Sur l'axe de droite, la dette publique est rapportée au PIB sur quatre trimestres glissants.

juin 2022,<sup>29</sup> tandis que l'endettement de l'État auprès du secteur bancaire augmentait de 122%. (Figures 17 et 18).

### La liquidité continue de croître, sans reprise marquée du crédit au secteur privé

**Sur les neuf premiers mois de 2022, la hausse rapide des dépôts bancaires et de la monnaie en circulation s'est poursuivie, sans reprise marquée du crédit au secteur privé.** Somme toute, la croissance de M2 a atteint 14% en g.a. en septembre 2022, la croissance des dépôts en M2 s'accroissant pour atteindre 17,3% en g.a. en septembre 2022, tandis que la croissance de la monnaie en circulation se stabilisait

**FIGURE 18** • ...après un bond de l'endettement domestique dans le cadre du PSR



Source : FMI et estimation de la Banque mondiale.

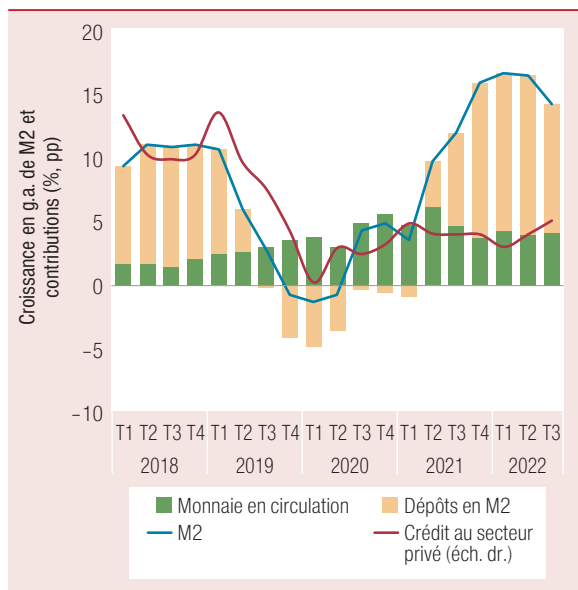
Note : Le crédit bancaire des banques à la BdA comprend les bons du Trésor placés à la BdA dans le cadre du PSR, et ont ainsi donné lieu à un flux équivalent de liquidité vers les banques. L'endettement net de la BdA n'en est ainsi pas affecté.

à un niveau élevé, atteignant alors 9,8% en g.a., après un pic durant la crise du COVID-19. La remontée des exportations d'hydrocarbures, la mise en œuvre du PSR depuis juillet 2021, et la hausse marquée des dépenses publiques en 2022 ont pu contribuer à cette forte hausse de liquidité, tout comme le maintien des baisses du taux directeur et du coefficient de réserves obligatoires décidées durant la crise du COVID-19.<sup>30</sup>

<sup>29</sup> Soit DZD 1,400 milliards, suggérant que le rachat des créances des EPE a été partiellement compensé par une hausse concomitante du crédit à celles-ci.

<sup>30</sup> Les autres mesures d'assouplissement prudentiel ont quant à elles expiré fin 2021 (baisse du coefficient de liquidité, des réserves de liquidité, le relèvement du seuil de refinancement des titres publics, le rééchelonnement avec prolongation des bonifications d'intérêt des

**FIGURE 19** • La liquidité croissante a été canalisée vers le Trésor, sans reprise du crédit au secteur privé...



Source : FMI et estimations de la Banque mondiale.

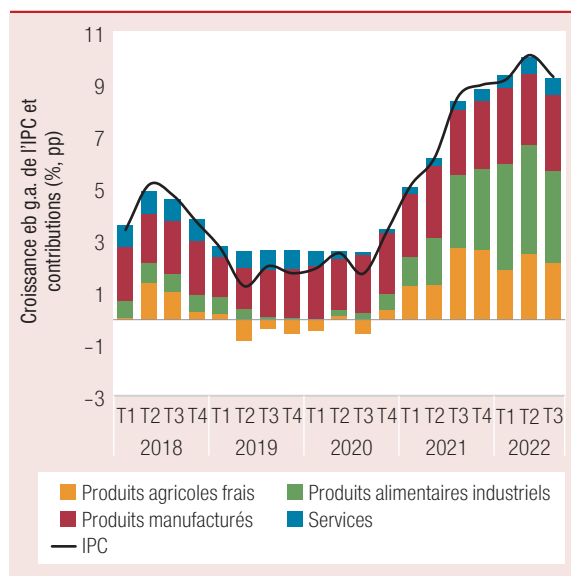
La croissance du crédit au secteur privé est cependant demeurée modérée (+5% en g.a. en septembre 2022), la liquidité bancaire étant canalisée vers le Trésor public. Ainsi, en septembre 2022, le crédit bancaire domestique (net, et excluant la BdA) envers l'État a atteint 35,5% du crédit bancaire total, contre 26,5% pour le crédit aux EPE et 36,6% pour le crédit au secteur privé. La part élevée de la dette de l'État dans le crédit bancaire, notamment en comparaison internationale, pourrait ainsi affecter l'efficacité du financement de l'économie par un effet d'éviction (Figure 19).

### La hausse des prix se poursuit, générant une forte réponse des autorités

**La hausse des prix à la consommation s'est poursuivie au T3-2022.** L'inflation a atteint 9,5% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'année 2022, alimentée par une composante alimentaire (+14%) qui pèse sur les ménages les plus

passifs existants, la satisfaction totale des besoins de refinancement des débiteurs existants et la prolongation de la période de refinancement.)

**FIGURE 20** • ...tandis que l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé



Source : FMI et estimations de la Banque mondiale.

pauvres. L'inflation a marqué une légère inflexion au T3-2022, principalement du fait de la stabilisation des prix alimentaires relativement au T2-2022. La hausse des prix à la consommation observée depuis mi-2021 a été alimentée par les effets différés de la dépréciation du taux de change et la hausse de la monnaie en circulation — plus marqués durant la crise du COVID-19 — ainsi que par la hausse des prix à l'importation, ou encore les phénomènes de spéculation dans les circuits de production et de distribution.<sup>31</sup> (Figure 20).

**Les autorités ont continué d'appliquer des mesures pour atténuer l'effet de la hausse des prix sur les ménages, notamment via le renforcement des mécanismes de subvention alimentaire et l'augmentation des salaires.** Ces mesures incluent la suspension de la rationalisation des subventions céréalières de l'été 2020, l'annulation de la hausse de la TVA à l'importation sur le sucre, une interdiction d'exportation du sucre<sup>32</sup>, l'allocation de fonds additionnels pour stabiliser les prix du sucre et de l'huile et assurer la disponibilité du lait en poudre, l'interdiction

<sup>31</sup> Voir Banque mondiale (2022).

<sup>32</sup> APS (28 mars 2022).

de l'exportation des produits alimentaires de large consommation pour lesquelles l'Algérie est importatrice, de même que des interventions législatives et auprès d'opérateurs économiques pour limiter les phénomènes de spéculation. En 2021, le gouvernement avait déjà donné l'exclusivité des importations

de blé à l'OAIC pour ensuite lui donner l'exclusivité de l'achat du blé sur le marché national. Les autorités ont également instauré une allocation chômage pour les jeunes primo-demandeurs d'emploi, et augmenté sensiblement les salaires des fonctionnaires et leurs pensions de retraite. (Tableau 1).

**TABLEAU 1 • Mesures de soutien aux ménages décidées en 2022**

Nature	Date	Description
Salaires et retraites	Janv. 2022	Révision du barème de l'impôt sur le revenu global et exonération des revenus qui n'excèdent pas 30 000 dinars. Le SNMG (salaire national minimum garanti) avait été augmenté de 18.000 dinars à 20.000 dinars en avril 2021. <sup>a</sup>
	Avr. 2022	Révision des grilles salariales du secteur public pour la première fois depuis 2007. Le fonctionnaire médian bénéficie d'une augmentation comprise entre 15% (catégorie la plus élevée) et 25% (catégorie la plus basse), les hauts fonctionnaires de 5% et l'agent contractuel médian de 14% (catégorie la plus élevée) à 25% (catégorie la plus basse). <sup>b</sup>
	Avr. 2022	Augmentation des prestations de retraite comprise entre 2% (grandes pensions) et 10% (petites pensions).
Contrôle des prix des produits de base	Janv. 2022	Relèvement du prix d'achat domestique du blé dur de 4.500 DZD à 6.000 DZD, du prix du blé tendre de 3.500 DZD à 5.000 DZD, du prix de l'orge de 2.500 DZD à 3.400 DZD, et du prix de l'avoine de 1.800 DZD à 3.400 DZD. <sup>c</sup>
	Fév. 2022	Gel des nouveaux impôts et les taxes contenus dans la loi de finances 2022 sur certains produits alimentaires. <sup>d</sup>
	Avr. 2022	Report du projet de réforme des subventions introduit par la loi de finances 2022. <sup>e</sup>
	Août 2022	Exonération du sucre alimentaire des droits de douanes et de la taxe sur la valeur ajoutée. Le sucre blanc produit localement est aussi exempté de la taxe sur la valeur ajoutée, aux différents stades de la distribution. <sup>f</sup>
	Août 2022	Attribution de l'exclusivité d'achat de blé sur le marché national à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). L'OAIC avait obtenu l'exclusivité de l'importation de blé en août 2021. <sup>g</sup>
Transferts et allocations	Fév. 2022	Introduction d'une allocation chômage de 13 000 DZD/mois pour les primo demandeurs d'emploi. <sup>h</sup>
Autre	Août 2022	Suppression de tous les impôts et taxes sur le e-commerce, les téléphones portables, le matériel informatique à usage personnel et les startups, en se contentant des tarifications réglementées <sup>i</sup>

<sup>a</sup> Loi de finances 2022 (JO n°53).

<sup>b</sup> JO 23 (27 avril 2022).

<sup>c</sup> Algérie éco (17 janvier 2022).

<sup>d</sup> APS (13 février 2022).

<sup>e</sup> APS (24 avril 2022).

<sup>f</sup> Loi de finances complémentaire 2022 (JO n°53).

<sup>g</sup> Loi de finances complémentaire 2022 (JO n°53).

<sup>h</sup> JO 11 (27 février 2022).

<sup>i</sup> Loi de finance complémentaire 2022 (JO n°53).



# PERSPECTIVES ET RISQUES

## Les prix élevés des hydrocarbures continuent d'offrir un répit relatif à l'économie algérienne

**La reprise devrait se prolonger en 2023, soutenue par l'activité hors-hydrocarbures et la hausse des dépenses publiques.** Dans le scénario de base, le secteur public et le secteur de l'énergie devraient tirer la croissance des investissements, tandis que la croissance de la consommation devrait être plus modeste, dans un contexte de reprise progressive du marché du travail et d'effet de l'inflation élevée sur le revenu réel des consommateurs, en partie compensée par les mesures de soutien au pouvoir d'achat. Sous l'angle sectoriel, la production pétrolière devrait se stabiliser à son niveau pré-pandémie, atteint à l'été 2022. La production gazière demeurerait stable, prolongeant sa bonne performance de 2022. Dans le segment hors-hydrocarbures de l'économie, la croissance serait soutenue par la reprise complète du secteur des services et le rebond de l'activité agricole. Les secteurs industriels et de la construction bénéficieraient néanmoins de la hausse de l'investissement public. Ainsi, le PIB réel croîtrait de 2,3% en 2023, emmené par sa composante

hors-hydrocarbures (+3,1%) et des hydrocarbures (+0,5%). La croissance du PIB se modérerait à 1,8% en 2024.

**En outre, les autorités ont consenti des efforts supplémentaires pour soutenir l'investissement, notamment par une nouvelle loi relative à l'investissement.** En décembre 2019, les autorités avaient déjà modifié la loi sur les hydrocarbures<sup>33</sup> afin de renforcer l'attractivité du secteur, notamment à travers une baisse de la fiscalité.<sup>34</sup> Puis, en 2020, la limite de l'actionnariat étranger à 49% dans les entreprises algériennes avait été levée pour les secteurs « non-stratégiques».<sup>35</sup> En février 2022, un Médiateur

<sup>33</sup> La loi 05-07 du 28 avril 2005 modifiée par la loi du 13 janvier 2013 (JO n°11 du 24 février 2013).

<sup>34</sup> Les décrets d'application ont ensuite été publiés entre 2019 et 2021.

<sup>35</sup> L'article 49 de la LF 2020 définit les secteurs stratégiques comme les activités en lien avec l'industrie militaire, l'industrie pharmaceutique, les mines, les hydrocarbures, les activités ferroviaire, portuaire et aéroportuaire. Cette mesure n'a pour l'instant pas été suivie d'une annonce de prise de participation majoritaire étrangère dans une entreprise algérienne.

de la République<sup>36</sup> avait également été nommé afin de débloquent les projets d'investissement en souffrance, et améliorer les rapports entre le citoyen et l'administration. Enfin, la nouvelle loi sur la promotion de l'investissement, adoptée en juin 2022,<sup>37</sup> a remplacé la loi du même nom de 2016, visant à améliorer le cadre de l'investissement, renforcer l'attractivité du pays pour l'investissement intérieur et étranger, et simplifier les régimes incitatifs. Les huit textes d'application ont été promulgués au mois de septembre<sup>38</sup> (voir encadré 2).

<sup>36</sup> Il a été institué par décret présidentiel n° 20-45 du 15 février 2020 (JO n°9 du 19 février 2020). Il est une instance de recours non juridictionnelle qui contribue à la protection des droits et libertés des citoyens et à la régularité du fonctionnement des institutions et administrations publiques.

<sup>37</sup> La loi relative à l'investissement, adoptée le 27 juin 2022 par l'APN, puis le 13 juillet par le Conseil de la Nation, a été publiée au Journal officiel sous La loi n° 22-18 du 24 juillet 2022 (JO n°50 du 28 juillet 2022).

<sup>38</sup> Les textes d'application ont été publiés au Journal officiel le 18 septembre 2022 (JO n°60).

### ENCADRÉ 3 : UNE NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT POUR AMÉLIORER LE CLIMAT D'INVESTISSEMENT

**Une nouvelle loi relative à l'investissement a été adoptée le 24 juillet 2022, remplaçant la loi de 2016 relative à la promotion de l'investissement.** La nouvelle loi a pour objectif d'améliorer le climat des affaires afin d'accroître les investissements privés, nationaux et étrangers, dans les activités économiques de production de biens et de services. Elle précise les droits et obligations des investisseurs ainsi que les régimes d'incitation accordés aux investissements. Les décrets d'application ont déjà été adoptés en septembre 2022. Les principaux changements visent à renforcer l'attractivité du pays et à simplifier les procédures administratives pour l'établissement et les opérations des investisseurs.

**La loi énonce certaines garanties de protection nouvelles ou améliorées pour les investisseurs.** Elle introduit le principe de la liberté d'investir et de l'égalité de traitement des investissements. Ainsi, les investissements étrangers et nationaux doivent être traités de la même manière, sous réserve de la législation en vigueur. La nouvelle loi réitère la garantie de transfert pour les investisseurs étrangers (capital investi, revenus, produits de la vente et de la liquidation de l'investissement) ; le décret simplifie toutefois les conditions pour bénéficier de cette garantie. Quant à la disposition relative au règlement des différends, comme sous la loi de 2016, les investisseurs étrangers peuvent utiliser les dispositions des accords internationaux d'investissement (AII) ratifiés par l'Algérie ou peuvent inclure une clause d'arbitrage dans leurs accords avec l'État. La nouvelle loi reprend ces options mais ajoute une référence à la médiation dans les AII et précise que l'agence de promotion des investissements (désormais appelée Agence algérienne de promotion de l'investissement ou «Agence») peut convenir au nom de l'État d'une clause d'arbitrage avec l'investisseur.

**La loi améliore le cadre institutionnel.** L'Agence se concentre sur la promotion et le suivi des investissements ainsi que sur la rationalisation des procédures pour rendre opérationnels les projets d'investissement et accorder des incitations. En particulier, la loi établit des guichets uniques décentralisés et un guichet unique pour faciliter les grands projets (plus de DZD2 milliards) et les investissements étrangers, ce qui devrait aider à l'accès au foncier. La loi prévoit également la mise en place d'une plate-forme numérique pour les services de l'Agence aux investisseurs et l'introduction de recours devant la Haute Commission Nationale compétente pour les questions liées à l'investissement. Le Conseil national de l'investissement reste en place et est principalement chargé de la politique d'investissement.

**Les régimes d'incitation à l'investissement ont également été rationalisés et simplifiés.** Au lieu de cinq régimes, la nouvelle loi en propose trois, avec des critères d'éligibilité plus clairs détaillés dans le décret : des régimes basés sur les secteurs, les zones et pour les investissements «structurants» (c'est-à-dire la création d'au moins 500 emplois et supérieurs à DZD 10 milliards). Si ces régimes prévoient essentiellement des incitations fiscales sous forme d'exonérations d'impôts, leurs durées peuvent être plus courtes que dans la loi de 2016 : 3 à 7 ans pour la phase de réalisation et 3 à 10 ans pour la phase d'exploitation.

**De nouvelles actions pourraient être envisagées pour davantage renforcer la confiance des investisseurs.** Avec des procédures administratives simplifiées, une diminution des restrictions à l'entrée et des incitations mieux définies, cette nouvelle loi devrait attirer davantage d'investissements directs étrangers. Sous réserve que l'Agence dispose des ressources adéquates, elle peut également promouvoir le maintien et l'expansion des investissements existants. Cependant, la suppression de certaines restrictions à l'entrée, comme le plafond de 49/51 pour la participation étrangère dans la plupart des activités, pourrait se traduire par une liste de restrictions pour les investisseurs étrangers dans un décret. Certaines garanties pourraient être réintroduites intégralement ou renforcées (par exemple, le traitement juste et équitable ou la protection contre l'expropriation indirecte). Les incitations pourraient être davantage rationalisées grâce à des instruments fondés sur les performances ou les coûts plutôt que sur des exonérations fiscales, compte tenu notamment du projet BEPS de l'OCDE/G20 qui prévoit un taux d'imposition minimum pour les multinationales.



**En 2023, la balance des comptes courants demeurerait excédentaire (+1,2% du PIB), grâce au maintien du prix des hydrocarbures à un niveau élevé.** Les exportations d'hydrocarbures diminueraient pour atteindre 22,5% du PIB sous l'effet de la baisse modérée des prix et de celle des volumes exportés, dans un contexte de reprise de la consommation intérieure. Les exportations hors-hydrocarbures continueraient leur bonne performance, tandis que les importations reprendraient une tendance haussière, atteignant 24,5% du PIB, emmenées par la croissance de l'investissement, notamment celle de l'investissement public (voir encadré 4). Ces tendances se prolongeraient en 2024, ramenant la balance du compte courant sous l'équilibre. Ainsi, la croissance des réserves de change se poursuivrait en 2023 pour culminer à 13,5 mois d'importations de biens et services à la fin-2023, avant de s'infléchir en 2024.

**Le déficit budgétaire global devrait quant à lui s'améliorer en 2022 puis se creuser à moyen terme, dans un contexte de baisse des recettes d'hydrocarbures et de rigidité des nouvelles dépenses.** Malgré une forte croissance des dépenses courantes telle que présentée par la LFC2022, et une reprise marquée de l'investissement public,<sup>39</sup> la forte dynamique des recettes issues des exportations d'hydrocarbures génère une forte hausse des recettes en 2022, qui excéderait celle des dépenses, et le déficit budgétaire global se résorberait modérément (5,7% du PIB). En 2023 et 2024, la baisse de la valeur des exportations d'hydrocarbures diminuerait les recettes, ce qui ne serait qu'en partie compensé par la croissance des recettes fiscales. Les dépenses courantes et d'investissement augmenteraient modérément, et le déficit croîtrait, financé par l'augmentation de la dette publique domestique.<sup>40</sup> La dette publique avoisinerait ainsi 68% du PIB à la fin 2024.

**L'inflation se résorberait partiellement, modérée notamment par l'appréciation du dinar par rapport à l'Euro et au Dollar.** Dans le scénario de base l'inflation ralentit, en partie grâce à la modération relative des prix à l'importation, à l'effet différé de l'appréciation du dinar vis-à-vis l'Euro, et aux politiques de renforcement des mécanismes de subvention aux produits alimentaires. Elle se maintient cependant à un niveau élevé, compte tenu d'un fort effet d'inertie, de

l'effet différé de la hausse marquée de liquidité dans l'économie et de celle des dépenses publiques.<sup>41</sup>

## **Dans un contexte global incertain, l'amélioration de la résilience demeure prioritaire**

### **La viabilité des soldes extérieurs et budgétaires reste tributaire de la forte volatilité des prix mondiaux du pétrole, dans un contexte d'incertitude quant à la dynamique de l'économie mondiale.**

Dans le scénario de base, les prix du pétrole diminuent graduellement durant la période de projection. Des prix plus élevés ou plus bas qu'anticipés pourraient avoir un impact marqué sur les soldes extérieurs et budgétaires, la marge de manœuvre fiscale, les besoins de financement et la trajectoire des réserves de change. Si l'amélioration à priori durable des équilibres extérieurs<sup>42</sup> contribue à la résilience de l'économie, la hausse marquée des dépenses publiques en 2022 renforce la sensibilité des équilibres budgétaires et de la trajectoire de la dette publique aux prix des hydrocarbures, et renforce également l'importance d'une conduite budgétaire prudente, d'une mobilisation accrue des recettes fiscales, et du renforcement de l'efficacité, de l'efficience et de l'équité de la dépense publique. En outre, une moindre pression sur le secteur bancaire domestique pour financer les déficits budgétaires permettrait à ce dernier d'allouer ses ressources

<sup>39</sup> Les dépenses d'investissement atteindraient un taux d'exécution de 77%, soit la moyenne des cinq dernières années.

<sup>40</sup> Au moment de la publication de ce rapport, une stratégie de financement du déficit n'avait pas été annoncée. Le PSR étant renouvelable deux fois, il pourrait continuer de financer le déficit du Trésor, mais continuerait d'alimenter la liquidité et d'absorber les ressources qui pourraient servir à financer les entreprises.

<sup>41</sup> En effet, l'inflation en Algérie est caractérisée par une forte inertie à court terme, mais les facteurs macroéconomiques (prix à l'importation, taux de change, monnaie en circulation et dépense publique) expliquent la moitié de l'inflation à un horizon de deux ans. (Banque mondiale, 2022)

<sup>42</sup> Hausse continue des exportations hors-hydrocarbures, et modération des importations.

au financement de la reprise et de la diversification, tout en modérant les risques inflationnistes.

**Si une hausse importante des dépenses publiques peut partiellement compenser certains ménages pour le niveau d'inflation, elle présente des risques.** La LFC2022 suggère des augmentations de dépense courante de 41%, et un doublement des dépenses d'investissement en g.a. Une analyse des multiplicateurs de la dépense publique suggère cependant que l'effet bénéfique de cette hausse sur l'économie pourrait être limité. En effet, le modèle présenté en encadré 4 suggère qu'historiquement, la hausse des dépenses courantes n'a pas eu d'effet identifiable sur le PIB algérien, la hausse marginale de la consommation privée étant contrebalancée par une hausse des importations. Ce modèle suggère que la hausse de l'investissement public n'a également pas eu d'effet identifiable sur le PIB, stimulant le secteur de la construction mais menant encore une fois à une augmentation marquée des importations. Par ailleurs, la hausse de la dépense publique a historiquement eu un effet à retardement sur les prix à la consommation, expliquant 17% de la variation de l'IPC deux ans plus tard.<sup>43</sup>

**Ultimement, le secteur des hydrocarbures et la dépense publique représentent des solutions**

**partielles pour la durabilité de la reprise et la soutenabilité de la croissance algérienne.** Les efforts de l'Europe pour diversifier son approvisionnement énergétique pourraient soutenir les investissements dans le secteur des hydrocarbures en Algérie, les recettes de l'État et la croissance à moyen terme. Cependant, il est attendu que les initiatives globales de lutte contre les changements climatiques découragent l'investissement dans les industries fossiles. La capacité de l'État à soutenir la croissance étant limitée et appelée à diminuer, le secteur privé hors-hydrocarbures devra devenir le moteur de la croissance algérienne et de la diversification de l'économie. Ainsi, la promotion d'une croissance durable hors hydrocarbures et la création d'emplois dépendront d'une mise en œuvre soutenue et du succès du programme de réformes structurelles du gouvernement, qui doit permettre une plus grande ouverture au secteur privé. L'amélioration de la compétitivité de l'économie, de la productivité des entreprises et le renforcement de l'investissement dans le capital humain n'en sont que plus essentiels à l'essor et la résilience de l'économie algérienne.

---

<sup>43</sup> Voir Banque mondiale (2022).

## ENCADRÉ 4 : LES MULTIPLICATEURS DE LA DÉPENSE BUDGÉTAIRE EN ALGÉRIE

**La hausse marquée de la dépense publique en 2022, entérinée par la loi de finance complémentaire, pose la question de ses effets sur l'activité économique à différents horizons.** La propension de la dépense publique, qu'elle soit courante ou d'investissement, à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique, qui quantifie l'impact d'une variation des dépenses publiques sur la croissance du PIB.

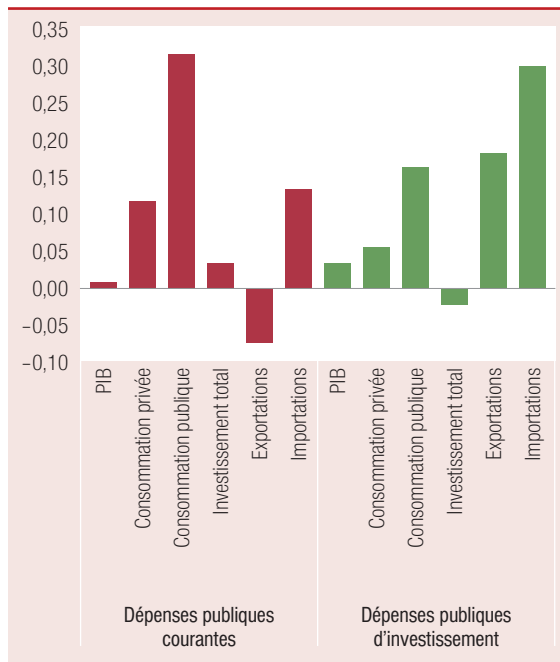
**Les études empiriques qui estiment les multiplicateurs de la dépense publique dans la région MENA et en Algérie en particulier trouvent des multiplicateurs faibles.** Le Fonds Monétaire International (2018) estimait des multiplicateurs fiscaux à court et à long terme pour l'Algérie modérés et inférieurs à l'unité. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 (voir annexe technique 2) corrobore les résultats de la littérature existante et trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale.

**La décomposition du PIB par sous-composante suggère que cet impact limité de la dépense publique sur l'activité résulte de son impact sur les importations.** Les données trimestrielles algériennes indiquent que les importations augmentent en réponse à un choc budgétaire alors que l'effet de ce choc sur les exportations est nul, voire négatif, y compris à moyen terme. L'effet d'entraînement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité.

**La distinction des effets multiplicateurs en fonction de la nature des dépenses (dépense courante ou investissement) suggère une corrélation positive entre investissement public et exportations.** Cet effet suggère une causalité inverse résultant d'une hausse procyclique des dépenses d'investissement en réaction à une augmentation des recettes budgétaires causée par la hausse des exportations des hydrocarbures. En revanche, l'impact de l'investissement public sur l'investissement total est peu durable et la fonction de réponse de l'investissement total suggère même un effet d'éviction à moyen terme. Cet effet d'éviction peut en outre résulter de l'impact de l'investissement public sur la dynamique de l'endettement.

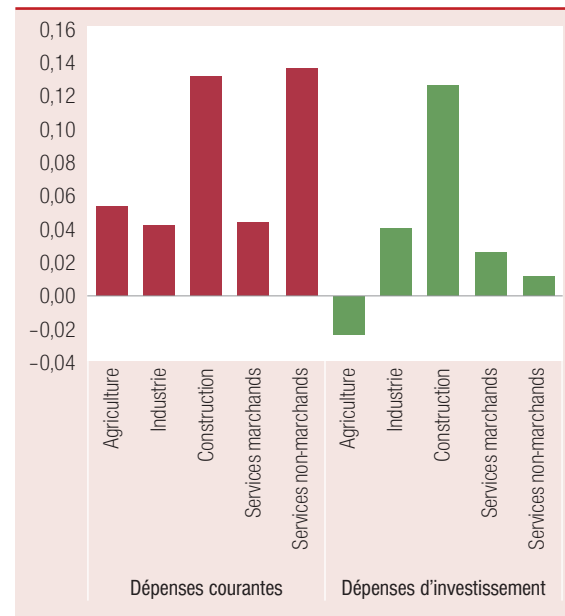
**Au niveau sectoriel, il est observé un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction.** La construction et les services non-marchands semblent davantage réagir à des chocs de dépense publique — même si les niveaux calculés de ces multiplicateurs budgétaires à un niveau sectoriel sont très faibles — alors que le secteur des hydrocarbures semble répondre négativement à une hausse de la dépense publique. Ce dernier mécanisme semble refléter la difficulté de notre modèle économétrique à isoler la causalité inverse et, en l'occurrence, le rôle contracyclique de la dépense publique courante depuis les années 2000.

**FIGURE 21** • Multiplicateurs de la dépense publique après 3 ans, angle demande



Source : Estimations de la Banque Mondiale.  
Note: Données trimestrielles, Q1-2002–Q1-2022.

**FIGURE 22** • Multiplicateurs de la dépense publique après trois ans, angle production



Note : Le secteur des hydrocarbures n'est pas représenté graphiquement pour plus de lisibilité. Sa réaction négative dans le modèle semble refléter la difficulté du modèle économétrique à isoler la causalité inverse et, en l'occurrence, le rôle contracyclique de la dépense publique courante depuis les années 2000.

## TABLEAU DES AGRÉGATS

	Projections						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Production et prix</b>							
PIB réel	1,1	1,0	-5,1	3,5	3,7	2,3	1,8
Hors hydrocarbures	2,9	2,7	-3,9	2,4	4,1	3,1	2,6
Hydrocarbures	-6,4	-4,9	-10,2	10,3	2,6	0,5	-0,2
Par habitant	-0,9	-0,9	-6,8	1,6	1,8	0,5	0,0
Indice des prix à la consommation (moy. annuelle)	4,3	2,0	2,4	7,2	9,3	7,8	6,4
PIB (en trillions de DZD courants)	20,4	20,5	18,4	22,0	28,7	28,7	29,1
PIB (en milliards de dollars EU courants)	174,9	171,8	144,9	163,0	201,4	197,9	193,2
PIB par habitant (US\$ courants)	4,107	3,955	3,293	3,632	4,427	4,270	4,094
Production de pétrole brut (mbpj)	1,040	1,023	899	911	1,016	1,031	1,022
Production de gaz naturel (milliards de m3)	95,9	90,3	85,1	105,0	102,7	102,8	103,0
<b>Secteur extérieur</b>							
Solde du compte courant	-9,7	-9,9	-12,5	-2,8	4,7	1,2	-2,2
Solde commercial	-9,0	-9,1	-12,0	-1,6	6,0	2,5	-0,9
Exportations de biens et services	25,4	22,5	17,2	25,6	29,7	27,0	24,6
Exportations d'hydrocarbures	22,2	19,2	13,8	20,9	24,8	22,5	19,9
Exportations hors hydrocarbures	3,1	3,3	3,4	4,7	4,9	4,4	4,7
Importations de biens et services	34,4	31,6	29,2	27,2	23,7	24,5	25,4
Réserves en devises (mois d'importations) <sup>a</sup>	15,7	13,6	13,3	11,2	12,9	13,5	12,3
Taux de change (dinar par dollar EU; moy. annuelle)	116,6	119,4	126,8	135,1			
Prix des exportations de Sahara Blend (dollars EU)	71,3	64,4	42,1	72,7			
<b>Finances du gouvernement central</b>							
Recettes et dons	33,5	32,2	30,7	29,9	34,0	33,9	33,1
Recettes des hydrocarbures <sup>b</sup>	14,2	13,0	10,5	11,8	16,7	15,6	14,1
Recettes hors hydrocarbures	19,3	19,2	20,2	18,1	17,3	18,2	18,9
Dépenses <sup>c</sup>	37,9	37,8	37,6	33,7	37,1	38,2	38,5
Dépenses courantes	26,1	23,9	27,3	24,7	26,7	27,1	26,9
Dépenses d'investissement	11,9	13,9	10,3	9,0	10,4	11,1	11,6
Solde des comptes d'affectation et interventions du Trésor	2,4	4,0	5,1	3,4	2,6	2,6	2,6
Solde budgétaire	-4,4	-5,6	-6,9	-3,8	-3,1	-4,3	-5,5
Solde budgétaire global	-6,9	-9,6	-12,0	-7,2	-5,7	-6,9	-8,0
Solde budgétaire global primaire	-6,4	-9,0	-11,0	-6,6	-5,0	-6,2	-7,2
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-21,0	-22,6	-22,5	-19,1	-22,5	-22,5	-22,2
Dette du Gouvernement central	37,9	45,5	52,1	63,0	54,0	61,0	68,3
Dette domestique	37,1	44,8	51,3	62,3	53,5	60,5	67,8
Dette externe	0,8	0,6	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5

<sup>a</sup> Excluant les droits de tirage spéciaux du FMI (DTS)

<sup>b</sup> Inclut les dividendes de la Sonatrach et les revenus pétroliers transférés au FRR

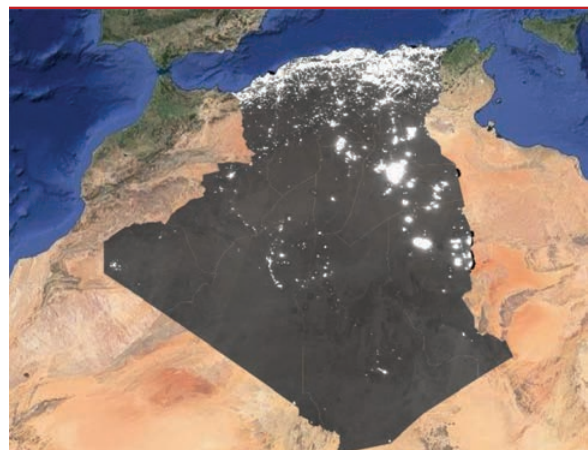
<sup>c</sup> En 2018, un transfert à la Caisse Nationale des Retraites a été recatégorisé des dépenses d'investissement aux transferts courants.

# ANNEXE 1 : ESTIMER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À PARTIR DES DONNÉES D'ÉCLAIRAGE NOCTURNE

**L**es données d'éclairage nocturne sont des informations désormais couramment utilisées pour évaluer l'activité économique à plus haute fréquence et à des échelles géographiques plus fines. Leur application au suivi de l'activité économique a été mise en lumière pour la première fois par Henderson, Storeygard et Weil (2012) et elles sont depuis devenues des estimations largement acceptées de l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement à une échelle géographique fine et peuvent aider à évaluer l'activité économique lorsque les données sont rares, agrégées dans l'espace ou le temps, ou produites avec un certain retard. En outre, les données sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre, et la Banque mondiale a mis en place un [tutoriel complet](#) pour que les chercheurs puissent les exploiter de manière autonome.

Les données relatives à l'éclairage nocturne ont été utilisées pour évaluer les effets de la crise du COVID-19 dans les villes de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA),

FIGURE 23 • Éclairage nocturne en Algérie



Source : Google Earth Engine.

notamment à Alger, Oran et Constantine. Roberts et al. (2020) ont observé l'éclairage nocturne en temps quasi réel dans 47 villes de la région MENA et ont documenté la forte baisse d'activité en mars 2020 dans les trois plus grandes villes d'Algérie, semblable à la baisse d'activité dans la plupart des villes de la région.

**L'utilisation des données d'éclairage nocturne pour suivre l'activité économique de l'Algérie nécessite d'isoler l'activité d'exploitation des hydrocarbures.** Le torchage du gaz sur les sites de production pétrolière crée des quantités disproportionnées de luminosité, ce qui est aussi le cas, dans une moindre mesure, de la production de gaz naturel. L'exploitation des hydrocarbures représentent 20,9% du PIB en 2021 mais elle génère 90,3% de la luminosité. Par exemple, Illizi, où se trouvent des gisements de pétrole et gaz émet 10% de plus de luminosité qu'Alger, malgré une population 58 fois moins nombreuse.

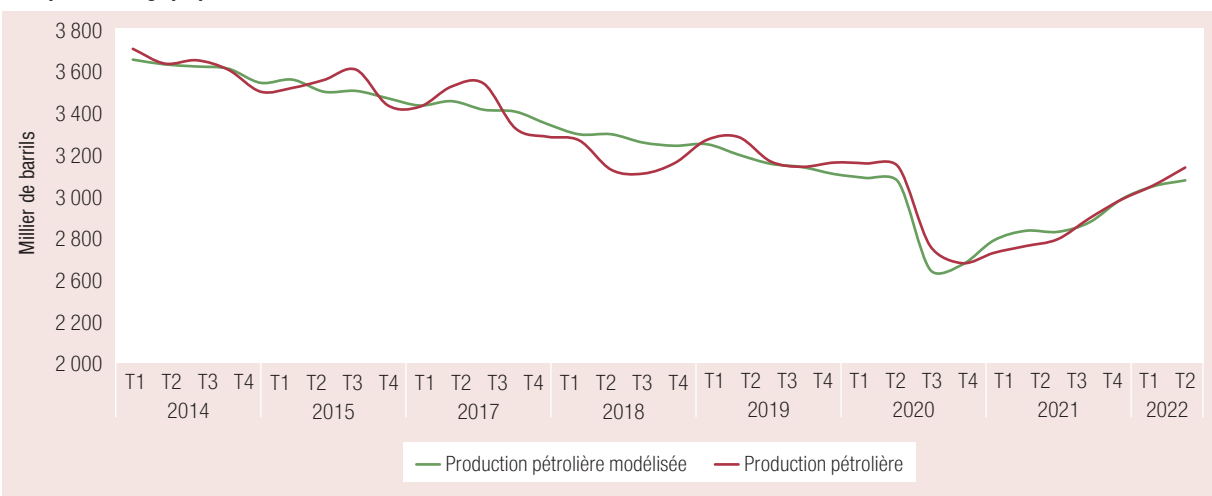
**La correspondance entre l'éclairage nocturne émanant des sites de torchage de gaz et la production de pétrole brut s'avère fiable, permettant d'estimer le niveau de production à partir de ces données avec un délai minimal.** L'éclairage nocturne algérien émanant des sites de torchage est isolé en utilisant les géo-coordonnées des sites de torchage telles que fournies par [l'Initiative mondiale de réduction du torchage de gaz](#) de la Banque mondiale. La luminosité émise par le torchage du gaz est la plus élevée dans les wilayas d'Ouargla et d'Illizi, qui représentent respectivement 71% et 15% des réserves pétrolières de l'Algérie, mais aussi dans les deux usines pétrochimiques algériennes d'Arzew (près d'Oran) et de Skikda. La correspondance entre l'éclairage nocturne

dû au torchage et la production de pétrole brut est claire. Un simple modèle de moindres carrés ordinaires dans lequel la production mensuelle de pétrole brut de l'Algérie, provenant des données de l'OPEP, est régressée sur l'éclairage nocturne mensuel de torchage, une tendance temporelle et une variable muette pour les réductions de quotas de 2020, explique jusqu'à 94% du niveau de production de pétrole brut. Un modèle utilisant l'éclairage nocturne dans les wilayas productrices de gaz de Ghardaïa, Laghouat – le site géant de Hassi R'Mel étant réparti entre les deux – Adrar et Illizi (en excluant les sites de torchage) explique environ 69% du niveau de la production de gaz naturel (Figures 23 and 24).

**L'éclairage nocturne s'avère également permettre une bonne approximation de l'activité dans les secteurs hors hydrocarbures.** Il est possible d'exclure les régions de production de pétrole et de gaz et régresser le PIB réel hors hydrocarbures produit par l'Office National des Statistiques sur l'éclairage nocturne des quatre plus grandes régions (Nord-Ouest, Centre-Nord, Nord-Est et Hauts Plateaux de l'Est), qui représentent environ 80% de la population algérienne. L'éclairage nocturne explique 53% du niveau du PIB réel hors hydrocarbures dans une régression univariée, et 82% lorsqu'une tendance et une variable muette trimestrielle sont introduites (Figure 25).

FIGURE 24 • Modélisation de la production de pétrole brut par l'éclairage nocturne

a. Représentation graphique



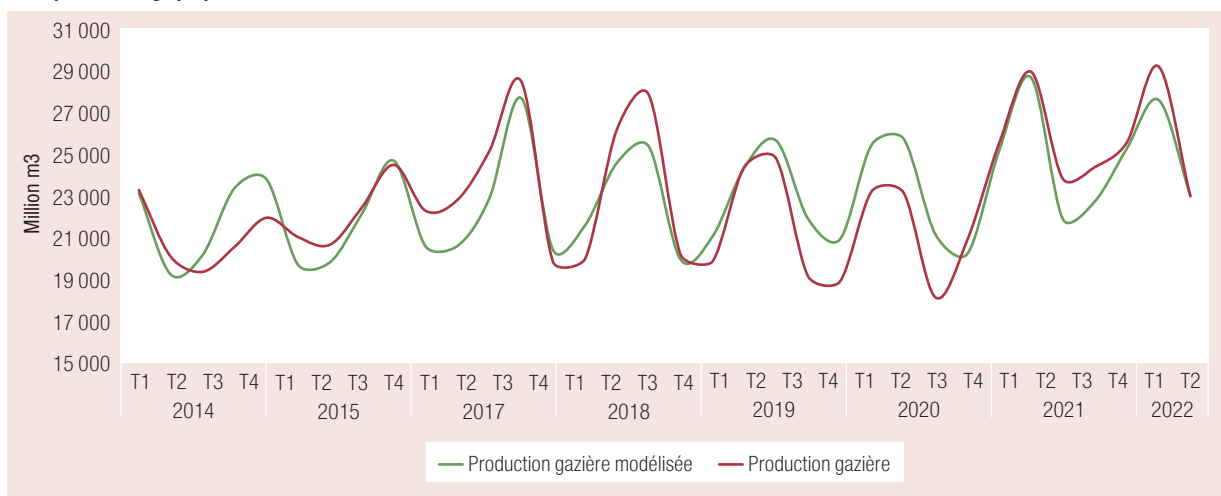
b. Résultats d'estimation

	(1)	(2)	(3)
Ouargla		1.11e-05***	1.11e-06
Illizi		-2.42e-05*	1.32e-06
Laghouat		-5.91e-05	-4.41e-05
Ghardaïa		-4.53e-05	1.01e-05
Tendance	Oui	Non	Oui
Dummy COVID	Oui	Non	Oui
COVID x tendance	Oui	Non	Oui
R <sup>2</sup>	0.939	0.448	0.944

Note: Les regressions incluent une constante, et utilisent 34 observations trimestrielles. La dummy COVID prend une Valeur de zero avant le Q2-2020, de 1 à partir du Q1-2020. Elle est ensuite interagie avec une droite de tendance. Erreurs standard robustes entre parenthèses (\*\*\*) p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1). Le modèle 3 est utilisé pour la représentation graphique.

**FIGURE 25 • Modélisation de la production de gaz naturel par l'éclairage nocturne**

**a. Représentation graphique**



**b. Résultats d'estimation**

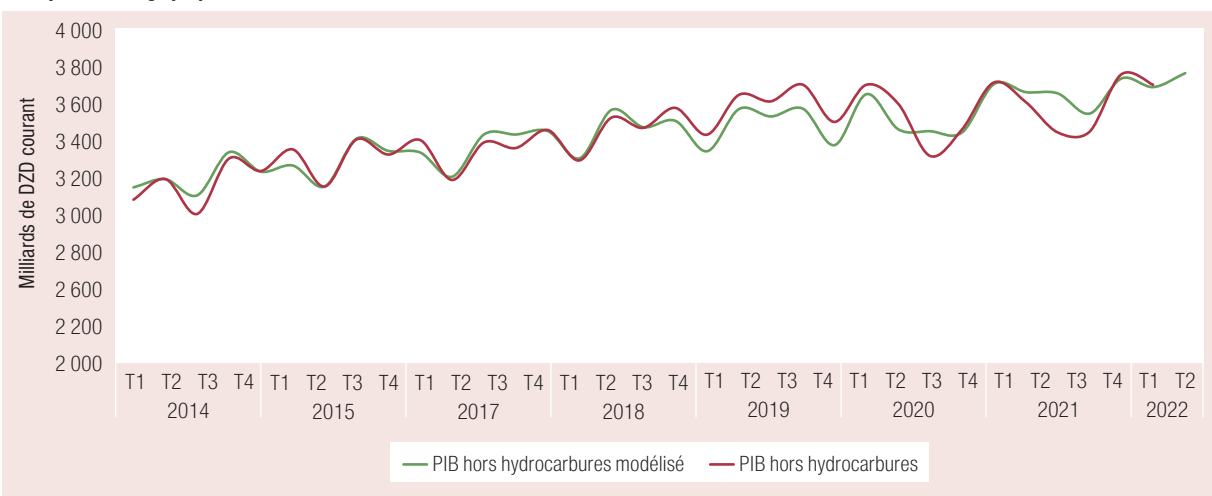
	(1)	(2)	(3)
Laghouat		-0.00780**	-0.00336
Ghardaia		0.00838***	0.00363*
Illizi		0.000251	0.000904
Adrar		-0.00135***	-0.000962**
Dummy trimestre	Oui	Non	Oui
R <sup>2</sup>	0.530	0.521	0.717

Note: Les regressions utilisent 34 observations trimestrielles. Erreurs standard robustes entre parenthèses (\*\*\*) p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1). Le modèle 3 est utilisé pour la représentation graphique.



FIGURE 26 • Modélisation du PIB hors-hydrocarbures par l'éclairage nocturne

a. Représentation graphique



b. Résultats d'estimation

	(1)	(2)	(3)
Quatre régions		0.0199***	0.00931*
		(0.00302)	(0.00495)
Tendance	Oui	Non	Oui
Dummy trimestre	Oui	Non	Oui
Constante	Oui	Oui	Oui
R <sup>2</sup>	0.794	0.530	0.816

Note: Les regressions utilisent 34 observations trimestrielles. Erreurs standard robustes entre parenthèses (\*\*\*)  $p < 0.01$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*  $p < 0.1$ .



# ANNEXE 2: ESTIMATION DES MULTIPLICATEURS DE LA DÉPENSE BUDGÉTAIRE EN ALGÉRIE

**L'**analyse des multiplicateurs s'appuie sur la méthodologie proposée par Blanchard et Perotti (2002), également mobilisée pour l'étude des multiplicateurs budgétaires dans les économies émergentes par Hory (2016). Les multiplicateurs budgétaires algériens sont calculés à partir des fonctions de réponses impulsionnelle du PIB et de ses sous-composantes à la suite d'un choc budgétaire, dérivées des estimations de modèles SVAR à la Blanchard et Perotti. Ces fonctions de réponses impulsionnelles permettent de calculer, à différents horizons temporels après le choc budgétaires, la variation de l'activité économique imputable à ce choc.

**L'estimation de l'impact des dépenses publiques sur le PIB pose un problème de causalité inverse.** Les dépenses publiques peuvent affecter le PIB, mais le PIB peut également affecter les dépenses publiques. Blanchard et Perotti (2002) propose d'estimer un modèle vectoriel autorégressif structurel (SVAR) en supposant que les dépenses publiques ne répondent pas au contexte économique au cours du trimestre en cours. La partie discrétionnaire (exogène) de la politique fiscale peut alors être isolée.

**Une augmentation des dépenses publiques peut schématiquement résulter de trois types d'événements :** (i) la réponse automatique et immédiate aux variations du PIB et de la macroéconomie, communément appelés «stabilisateurs automatiques», (ii) un changement discrétionnaire de la politique budgétaire en fonction du contexte économique ou (iii) un changement exogène des dépenses publiques sans relation avec le contexte économique. Les effets des stabilisateurs automatiques sont contrôlés en supposant que le PIB du trimestre en cours n'a pas d'effet sur les dépenses courantes de ce même trimestre. Si les stabilisateurs automatiques agissent immédiatement, Blanchard et Perotti (2002) affirment que leurs effets sur les dépenses publiques sont très faibles, l'hypothèse restant donc réaliste. En ce qui concerne les changements discrétionnaires des dépenses publiques en fonction du contexte économique, si l'on considère que les dépenses publiques ne peuvent être modifiées suite à un choc sur le PIB en un seul trimestre, on inhibe là aussi artificiellement les changements endogènes de la politique fiscale par l'hypothèse structurelle de Blanchard et Perotti (2002).

**En supposant que le PIB n'a pas d'effet contemporain sur les dépenses publique, il est**

**donc possible de s'assurer que la seule source de variation des dépenses publiques est exogène.** Ainsi, il est envisageable de contrôler la réponse automatique des dépenses publiques au

PIB d'isoler les chocs fiscaux exogènes afin de retracer leurs effets sur le PIB et ses sous-composantes. Dans cette perspectives, les données trimestrielles sont préférables.

# ANNEXE 3 : SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

## Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? »

Les prix à l'exportation du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50% entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5% sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88% de la variation des prix du gaz naturel exporté.

## Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes

sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40% de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

## Automne 2021 : « Evolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation,

santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus pauvres ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

### **Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »**

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore être fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

### **Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »**

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

### **Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »**

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

# BIBLIOGRAPHIE

## Algérie éco

- "Augmentation des prix d'achat du blé : La réaction de la Chambre nationale d'agriculture". (17 janvier 2022) <https://www.algerie-eco.com/2022/01/17/augmentation-prix-dachat-ble-reaction-chambre-nationale-agriculture/#:~:text=Pour%20rappel%2C%20le%20Conseil%20des,1.800%20DA%20%C3%A0%203.400%20DA.>
- "Blé : l'importation confiée à titre exclusif à l'OAIC". (08 août 2021) [https://www.algerie-eco.com/2021/08/08/ble-limportation-confiee-a-titre-exclusif-a-loaic/.](https://www.algerie-eco.com/2021/08/08/ble-limportation-confiee-a-titre-exclusif-a-loaic/)

**Agence Nationale de l'Emploi.** Informations statistiques pour le site WEB de l'ANEM : mars 2022. <http://www.anem.dz/ressources/pdf/2022/mars-2022.pdf>.

## Algérie Presse Service

- "Mines : les exportations de phosphate ont doublé au premier semestre de 2022". (06 novembre 2022) <https://www.aps.dz/economie/147243-mines-les-exportations-de-phosphate-ont-double-au-premier-semester-de-2022.>
- "Le Premier ministre inaugure le siège de l'AAPI et le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers". (20 octobre 2022). [https://www.aps.dz/economie/146424-le-premier-ministre-inaugure-le-siege-de-l-aapi-et](https://www.aps.dz/economie/146424-le-premier-ministre-inaugure-le-siege-de-l-aapi-et-le-guichet-unique-des-grands-projets-et-des-investissements-etrangers.)
- "Sécurité alimentaire : les performances du secteur agricole mettent l'Algérie sur la bonne voie". (16 octobre 2022). <https://www.aps.dz/economie/146187-securite-alimentaire-les-performances-du-secteur-agricole-mettent-l-algerie-sur-la-bonne-voie.>
- "Sonatrach : négociations avec cinq partenaires pour la révision des prix du gaz naturel exporté". (06 octobre 2022). <https://www.aps.dz/economie/145717-sonatrach-negociations-tres-avancees-avec-cinq-partenaires-pour-la-revision-des-prix-du-gaz-naturel-exporte.>
- "Exportations hors hydrocarbures : près de 4 milliards USD à fin août 2022". (03 octobre 2022). <https://www.aps.dz/economie/145544-exportations-hors-hydrocarbures-pres-de-4-milliards-usd-a-fin-aout2022#:~:text=Exportations%20hors%20hydrocarbures%3A%20pr%C3%A8s%20de%204%20milliards%20USD%20%C3%A0%20fin%20ao%C3%BBt%202022,Publi%C3%A9%20le%203A%20lundi&text=ALGER%20%2D%20Les%20exportations%20alg%C3%A9riennes%20.>
- "Exportations de gaz : Sonatrach va signer de nouveaux accords pour la révision des prix". (03 juillet 2022) <https://www.aps.dz/economie/142356-exportations-de-gaz-sonatrach-va>

-signer-de-nouveaux-accords-pour-la-revision-des-prix.

- "LFC 2022 : les céréaliculteurs tenus de vendre leurs productions à l'OAIC". (05 août 2022). <https://www.aps.dz/economie/143554-lfc-2022-les-cerealiculteurs-tenus-de-vendre-leurs-productions-a-loaic>.
- "La loi relative à l'investissement publiée au Journal officiel". (01 août 2022). <https://www.aps.dz/economie/143554-lfc-2022-les-cerealiculteurs-tenus-de-vendre-leurs-productions-a-loaic>.
- "Hausse des exportations à plus de 25,9 milliards USD, dont 3,5 milliards USD hors hydrocarbures". (25 juillet 2022). <https://www.aps.dz/economie/143212-hausse-des-exportations-a-plus-de-25-9-milliards-usd-dont-3-5-milliards-usd-hors-hydrocarbures>.
- "Révision des subventions publiques : une commission nationale constituée vers fin mai". (24 avril 2022). <https://www.aps.dz/economie/138940-revision-des-subventions-publiques-une-commission-nationale-constituee-vers-fin-mai>.
- "Le président a ordonné le gel, à compter d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et les taxes". (23 février 2022). <https://www.aps.dz/algerie/135484-communique-du-conseil-des-ministres>.
- "Le Président Tebboune ordonne l'augmentation des pensions de retraite". (24 avril 2022). <https://www.aps.dz/economie/138373-le-president-tebboune-ordonne-l-augmentation-des-pensions-de-retraite>.
- "Le Président Tebboune ordonne l'augmentation des pensions de retraite". (10 avril 2022). <https://www.aps.dz/economie/138373-le-president-tebboune-ordonne-l-augmentation-des-pensions-de-retraite>.
- "L'Algérie compte réduire ses importations céréalières de 25% en 2021/2022". (23 janvier 2022). <https://www.aps.dz/economie/134581-l-algerie-compte-reduire-ses-importations-cerealieres-de-25-en-2021-2022>.
- "L'interdiction d'exportation de certains produits alimentaires, pas défavorable aux opérateurs économiques". (28 mars 2022).

<https://www.aps.dz/economie/137870-l-interdiction-d-exportation-de-certains-produits-alimentaires-pas-defavorable-aux-operateurs-economiques>.

- "Le président a ordonné le gel, à compter d'aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre, de tous les impôts et les taxes". (23 février 2022). <https://www.aps.dz/algerie/135484-communique-du-conseil-des-ministres>.
- "Céréales : 13 millions de qx collectés au titre de la saison 2020–2021". (13 janvier 2022). <https://www.aps.dz/economie/134240-cereales-13-millions-de-qx-collectes-au-titre-de-la-saison-2020-2021>.
- "Hydrocarbures : la nouvelle loi permettra de dégager de nouvelles découvertes". (23 février 2021). <https://www.aps.dz/economie/118070-hydrocarbures-la-nouvelle-loi-permettra-de-degager-de-nouvellesdecouvertes#:~:text=La%20nouvelle%20loi%20devra%20%22favoriser,approvisionnement%20%C3%A0%20long%20terme%20et>.

### Banque d'Algérie

- Programme spécial de refinancement. 10 juin 2021. <https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/reglements2021/reglement202102.pdf>.
- Bulletin statistique trimestriel N° 56. Troisième trimestre 2021. [https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/Bulletin\\_56f.pdf](https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/Bulletin_56f.pdf).
- Tendances monétaires et financières. Premier semestre 2021. <https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/nc1ersemestre2021.pdf>.

### Banque Mondiale

- Rapport de suivi de la situation économique. "Renforcer la résilience en période favorable". Printemps 2022. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099710007292239060/pdf/IDU06226f36c0ead504a030b30508f897d746621.pdf>.



- Rapport de suivi de la situation économique. "Redresser l'économie algérienne après la pandémie". Automne 2021.  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/667961640162288726/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf>.
- Rapport de suivi de la situation économique. "Accélérer le rythme des réformes pour protéger l'économie algérienne". Printemps 2021.  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/275471626885829889/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Accelerating-Reforms-to-Protect-the-Algerian-Economy.pdf>.

### Secrétariat Général du Gouvernement

- Textes d'application de la loi relative à l'investissement. Du 18 septembre 2022.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2022/F2022060.pdf>.
- Loi de finances complémentaire pour 2022. Du 3 août 2022.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022F53.pdf>.
- Loi relative à l'investissement. Du 24 juillet 2022.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-francais/2022/F2022050.pdf?znjo=50>.
- Décret fixant les conditions, les modalités et le montant de l'allocation chômage. Du 10 février 2022.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022011.pdf>.
- Décret fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires. Du 31 mars 2022.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2022/F2022023.pdf>.
- Loi de finances pour 2022. De 30 décembre 2021.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021100.pdf>.
- Textes d'application de la loi sur les hydrocarbures. Du 22 août 2021.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021064.pdf>.
- Décret présidentiel portant institution du médiateur de la République. Du 15 février 2020.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2020/F2020009.pdf>.
- Loi régissant les activités d'hydrocarbures. Du 11 décembre 2019.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2019/F2019079.pdf>.
- Loi relative aux hydrocarbures. Du 20 février 2013.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2013/F2013011.pdf>.

### Office National des Statistiques

- L'indice des prix à la consommation septembre 2022.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/ipc\\_septembre2022.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/ipc_septembre2022.pdf).
- Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises 1<sup>er</sup> trimestre 2022.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU\\_T1\\_2022.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU_T1_2022.pdf).
- Les comptes nationaux trimestriels -2<sup>ème</sup> trimestre 2022.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT\\_1T\\_2022.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT_1T_2022.pdf).

### Autres documents

- Abdih, Y., Lopez-Murphy, P., Roitman, A., & Sahay, R. (2010). The cyclicity of fiscal policy in the Middle East and Central Asia: is the current crisis different?.
- Elkhadari, M., Souissi, M., & Jewell, M. A. (2018). Empirical estimation of fiscal multipliers in mena oil-exporting countries with an application to Algeria. International Monetary Fund.
- Henderson, J. V., Storeygard, A., & Weil, D. N. (2012). Measuring economic growth from outer space. American economic review, 102(2), 994-1028.
- Hory, M. P. (2016). Fiscal multipliers in Emerging Market Economies: can we learn something from Advanced Economies?. International Economics, 146, 59-84.
- Roberts, M., Yoong, P. S., Friaa J. S., (2020). When the lights go out: How COVID-19 affected cities in the Middle. World Bank Blogs : <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/when-lights-go-out-how-covid-19-affected-cities-middle-east-and-north-africa>.







**LA BANQUE MONDIALE**

1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433